

L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie

États financiers consolidés

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015



Cette page a été intentionnellement laissée en blanc.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés du présent rapport annuel ont été préparés par la direction, qui est responsable de leur intégrité, de leur objectivité et de leur fiabilité. Pour s'acquitter de cette responsabilité, la direction doit notamment choisir et appliquer les méthodes comptables appropriées, exercer son jugement, formuler des estimations et s'assurer que l'information présentée dans ce rapport annuel est conforme aux états financiers. Les présents états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) et aux exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF).

La société maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a été conçu de façon à fournir une assurance raisonnable que les actifs sont protégés, que les dépenses sont faites conformément aux autorisations des membres de la direction et des administrateurs, que les opérations sont enregistrées comme il se doit et que les données financières sont fiables pour la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS. Sous la supervision de la direction, une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectuée au 31 décembre 2015. Selon cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 décembre 2015.

Le conseil d'administration, qui agit par l'intermédiaire du comité d'audit, lequel est formé d'administrateurs qui ne sont ni des dirigeants ni des employés de la société, supervise la responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière et aux systèmes de contrôle interne. Le comité d'audit est chargé d'examiner les états financiers consolidés et le rapport annuel afin d'en recommander l'approbation par le conseil d'administration. Le comité d'audit rencontre la direction, les auditeurs internes et les auditeurs externes pour discuter des stratégies d'audit, des contrôles internes exercés sur les processus comptables et les processus d'information financière ainsi que de divers aspects de l'audit et de l'information financière.

L'actuaire désigné est nommé par le conseil d'administration. Il doit s'assurer que les hypothèses et les méthodes utilisées pour l'évaluation des passifs des polices sont conformes aux normes de pratique actuarielle reconnues et aux exigences réglementaires. L'actuaire désigné doit émettre une opinion quant au caractère approprié des passifs des contrats à la date de clôture à l'égard de la totalité des obligations envers les titulaires de polices. L'examen qui permet de vérifier l'exactitude et l'intégralité des données d'évaluation, ainsi que l'analyse des actifs de la société permettant de déterminer si ceux-ci suffisent pour soutenir les passifs des contrats, sont des éléments importants à considérer dans l'établissement d'une opinion. L'actuaire désigné doit, sur une base annuelle, analyser la situation financière de la société et préparer un rapport à l'intention du conseil d'administration. L'analyse permet d'évaluer la suffisance du capital de la société en fonction d'hypothèses économiques et financières défavorables, et ce, pour l'exercice courant et les quatre exercices suivants.

À titre d'auditeur externe, PricewaterhouseCoopers doit rendre compte aux titulaires de polices, aux actionnaires et au BSIF de la fidélité de la présentation des états financiers consolidés annuels de la société. L'auditeur externe a un accès libre et complet aux membres du comité d'audit et les rencontre périodiquement pour discuter de son audit. Le rapport de l'auditeur indépendant expose son opinion et l'étendue de son audit.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président principal et chef des finances,



Mark Sylvia
Kingston (Ontario)
Le 25 février 2016



Gary J. McCabe
Kingston (Ontario)
Le 25 février 2016

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux titulaires de polices et aux actionnaires de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie et de sa filiale, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 ainsi que les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les renseignements fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comprend également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie et de sa filiale au 31 décembre 2015 ainsi que de leur situation financière et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière.

(signé) "PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l."

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés

Toronto (Ontario)

Le 25 février 2016

RAPPORT DE L'ACTUAIRE DÉSIGNÉ

Aux titulaires de polices et aux actionnaires de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie

J'ai évalué les passifs des contrats et les passifs de réassurance dans l'état consolidé de la situation financière de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie au 31 décembre 2015 et toute modification s'y rapportant dans l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos à cette date conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada, notamment en procédant à la sélection d'hypothèses et de méthodes d'évaluation appropriées.

À mon avis, le montant des passifs des contrats, nets des passifs de réassurance, constitue une provision appropriée à l'égard de la totalité des obligations envers les titulaires de polices. De plus, les résultats de cette évaluation sont fidèlement présentés dans les états financiers consolidés.



Leonard Pressey, F.S.A., F.C.I.A.
Fellow, Institut canadien des actuaires
Kingston (Ontario)
Le 25 février 2016

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars canadiens)

Aux 31 décembre	2015	2014
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	199 770 \$	239 102 \$
Placements		
Placements à court terme (note 3)	33 652	26 892
Obligations (note 3)	5 193 439	4 958 086
Actions privilégiées (note 3)	194 680	196 179
Actions ordinaires (note 3)	801 778	789 515
Actifs dérivés (note 3)	14 649	3 375
Prêts hypothécaires (note 3)	289 221	323 117
Avances sur polices (note 3)	46 925	46 434
Prêts sur polices (note 3)	84 921	86 698
Total de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements	6 859 035	6 669 398
Revenu de placement à recevoir	26 023	25 048
Primes d'assurance à recevoir (note 4)	47 909	41 743
Actif d'impôt exigible	3 361	—
Autres actifs (note 5)	26 257	17 920
Immobilisations corporelles (note 6)	23 911	21 125
Immobilisations incorporelles (note 7)	9 225	4 832
Actifs des fonds distincts (note 8)	7 367 823	6 948 475
Total de l'actif	14 363 544 \$	13 728 541 \$
Passif		
Créditeurs et autres passifs (note 11)	59 145 \$	57 359 \$
Prestations d'assurance à payer (note 9)	77 337	73 710
Passif d'impôt exigible	—	7 804
Passifs de réassurance (note 10)	530 826	490 575
Passifs des contrats d'assurance (note 10)	4 798 683	4 713 462
Passifs des contrats de placement	11 241	11 626
Sommes en dépôt des titulaires de police	32 599	31 332
Provision pour profits à verser aux titulaires de polices	26 951	24 913
Passif d'impôt différé (note 18)	7 910	8 243
Dette subordonnée (note 13)	299 112	298 763
Passifs des polices de fonds distincts	7 367 823	6 948 475
	13 211 627	12 666 262
Capitaux propres		
Capital-actions (note 20)	985	985
Surplus d'apport	19 387	19 387
Résultats non distribués (note 22)	1 121 542	1 019 084
Cumul des autres éléments du résultat global	10 003	22 823
	1 151 917	1 062 279
Total du passif et des capitaux propres	14 363 544 \$	13 728 541 \$



Duncan N. R. Jackman
Président du conseil d'administration



Mark Sylvia
Président et chef de la direction

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Produits		
Primes brutes (note 14)	947 037 \$	971 552 \$
Primes cédées aux réassureurs (note 14)	(111 821)	(104 059)
Primes nettes (note 14)	835 216	867 493
Revenu de placement (note 3)	259 210	245 881
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	(85 677)	538 036
Profit (perte) réalisé à la cession d'actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	42 233	74 469
Profit (perte) réalisé sur les actifs disponibles à la vente incluant les réductions de valeur (note 3)	19 128	12 621
Produits tirés des frais (note 15)	216 818	187 516
Total des produits	1 286 928	1 926 016
Prestations et charges		
Montant brut des prestations et des règlements payés (note 16)	727 319	726 219
Montants recouvrables des réassureurs (note 16)	(84 988)	(80 881)
Variation brute des passifs des contrats d'assurance (note 16)	85 221	538 224
Variation des passifs des contrats d'assurance cédés (note 16)	40 251	205 948
Variation des provisions des contrats de placement	426	2 282
Participations	25 991	23 898
Charges opérationnelles (note 17)	147 165	146 969
Commissions	190 769	195 588
Commissions recouvrées des réassureurs	(2 361)	(2 447)
Charges d'intérêts	8 959	14 180
Total des prestations et des charges	1 138 752	1 769 980
Impôt sur les primes	14 226	14 259
Impôt sur les placements et le capital	4 000	4 100
Résultat net avant impôts	129 950	137 677
Impôts (note 18)	27 492	30 301
Résultat net	102 458 \$	107 376 \$
Résultat net attribuable aux :		
Titulaires de police avec participation	(6 119)	8 670
Actionnaires	108 577	98 706
Total	102 458 \$	107 376 \$
Résultat par action - de base et dilué (note 19)	110,22 \$	100,20 \$

(2 000 000 d'actions autorisées; 985 076 actions en circulation)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Résultat net	102 458 \$	107 376 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :		
Éléments qui pourraient être reclassés par la suite dans le résultat net :		
Variation latente de la juste valeur des placements disponibles à la vente (note 18)	4 118	38 349
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente reclassée en résultat net, y compris les réductions de valeur (note 18)	(13 922)	(8 975)
Augmentation (diminution) nette latente de la juste valeur	(9 804)	29 374
Amortissement de la perte sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassée en résultat net (note 18)	—	233
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :		
Réévaluations des obligations liées aux avantages postérieurs à l'emploi (note 18)	(3 016)	3 182
Total des autres éléments du résultat global	(12 820)	32 789
Résultat global	89 638 \$	140 165 \$
Résultat global attribuable aux :		
Titulaires de polices avec participation	(7 203) \$	9 218 \$
Actionnaires	96 841	130 947
Total	89 638 \$	140 165 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015			2014		
	Actionnaires	Titulaires de polices	Total	Actionnaires	Titulaires de polices	Total
Capital-actions	985 \$	— \$	985 \$	985 \$	— \$	985 \$
Surplus d'apport	19 387	—	19 387	19 387	—	19 387
Résultats non distribués						
Résultats non distribués - début de l'exercice	966 543	52 541	1 019 084	901 821	43 871	945 692
Résultat net	108 577	(6 119)	102 458	98 706	8 670	107 376
Dividendes - actionnaires ordinaires	—	—	—	(33 984)	—	(33 984)
Résultats non distribués - fin de l'exercice	1 075 120	46 422	1 121 542	966 543	52 541	1 019 084
Cumul des autres éléments du résultat global						
Cumul des autres éléments du résultat global - début de l'exercice	15 324	7 499	22 823	(16 917)	6 951	(9 966)
Autres éléments du résultat global	(11 736)	(1 084)	(12 820)	32 241	548	32 789
Cumul des autres éléments du résultat global - fin de l'exercice	3 588	6 415	10 003	15 324	7 499	22 823
Total des capitaux propres	1 099 080 \$	52 837 \$	1 151 917 \$	1 002 239 \$	60 040 \$	1 062 279 \$
Composition du cumul des autres éléments du résultat global - fin de l'exercice						
Profit (perte) latent sur les actifs financiers disponibles à la vente	15 148 \$	7 644 \$	22 792 \$	23 889 \$	8 707 \$	32 596 \$
Réévaluations des obligations liées aux avantages postérieurs à l'emploi	(12 163)	(626)	(12 789)	(9 287)	(486)	(9 773)
Quote-part des actionnaires du cumul des autres éléments du résultat global	603	(603)	—	722	(722)	—
Total du cumul des autres éléments du résultat global	3 588 \$	6 415 \$	10 003 \$	15 324 \$	7 499 \$	22 823 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Activités opérationnelles		
Résultat net	102 458 \$	107 376 \$
Éléments hors trésorerie ayant une incidence sur le résultat net		
Variation des passifs des contrats	85 647	540 506
Variation des passifs de réassurance	40 251	205 948
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	85 677	(538 036)
(Profit) perte réalisé sur les actifs incluant les réductions de valeur des actifs disponibles à la vente	(61 361)	(87 090)
Amortissement de l'escompte sur les titres de créance	(73 515)	(71 714)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (notes 6 et 7)	4 369	4 720
Impôt différé	761	9 496
Autres éléments	(35 723)	(19 359)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	148 564	151 847
Activités d'investissement		
Placements en portefeuille		
Acquisitions et avances	(2 081 180)	(1 543 975)
Ventes et échéances	1 918 878	1 659 452
Avances sur polices		
Avances	(7 333)	(12 017)
Remboursements	8 657	21 530
(Augmentation) diminution des placements à court terme	(6 760)	(1 444)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (notes 6 et 7)	(11 548)	(4 317)
Flux de trésorerie liée aux activités d'investissement	(179 286)	119 229
Activités de financement		
Dividendes - actionnaires ordinaires (note 21)	—	(33 984)
Intérêt versé sur la dette subordonnée	(8 610)	(15 340)
Remboursement de dettes (note 13)	—	(200 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(8 610)	(249 324)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(39 332)	21 752
Trésorerie et équivalents de trésorerie - début de l'exercice (note 3)	239 102	217 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie - fin de l'exercice (note 3)	199 770 \$	239 102 \$
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :		
Impôts sur le résultat payés, déduction faite de (remboursements)	34 185 \$	32 566 \$
Produit d'intérêts reçus	149 988	147 293
Dividendes reçus	37 764	30 353

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

1. Description de la société et sommaire des activités

L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie (la société ou l'Empire Vie) a été fondée en 1923. Elle a d'abord été constituée à Toronto en vertu d'une charte provinciale, puis, en 1987, elle a reçu l'autorisation de poursuivre ses activités à titre de société fédérale. La société souscrit des polices d'assurance vie et maladie et fournit des produits de fonds distincts, de fonds communs de placement et de contrats de rentes au bénéfice de titulaires individuels et collectifs dans tout le Canada. La société est une filiale d'E-L Financial Corporation Limited (la société mère ou E-L). Le siège social de la société est situé au 259, rue King Est, Kingston (Ontario) K7L 3A8, qui est également son adresse principale. L'Empire Vie est une institution financière sous réglementation fédérale régie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) du Canada. L'Empire Vie est devenue une société ouverte le 5 août 2015 et est inscrite à titre d'émetteur public auprès de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. La société a mis en place une filiale de gestion de fonds communs de placement en 2011, Placements Empire Vie Inc., qui est devenue un gestionnaire de fonds d'investissement inscrit le 5 janvier 2012. Le siège social de Placements Empire Vie Inc. est situé au 165, avenue University, 9^e étage, Toronto (Ontario) M5H 3B8.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la société le 25 février 2016.

2. Principales méthodes comptables

(a) Base d'établissement

Les états financiers consolidés annuels de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) émises par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés ont été préparés sur une base d'évaluation à la juste valeur, à l'exception de certains actifs et passifs. Les passifs des contrats d'assurance et les actifs/passifs de réassurance sont évalués sur une base actualisée, conformément aux normes de pratique actuarielle. Les passifs des contrats de placement, les prêts hypothécaires ainsi que les prêts sur polices et les avances sur polices sont comptabilisés au coût amorti. Certains autres actifs et passifs sont évalués selon la base du coût historique, comme il est expliqué tout au long de cette note. Tous les montants inclus dans les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou des autres mentions. Les présents états financiers consolidés sont également conformes aux exigences de comptabilité du BSIF, dont aucune ne fait exception aux normes IFRS.

(b) Base de consolidation

Les états financiers consolidés de la société comprennent les actifs, les passifs, les résultats et les flux de trésorerie de la société et de sa filiale en propriété et en contrôle exclusifs, Placements Empire Vie Inc. La société détient 100 % des actions avec droit de vote et le contrôle de sa filiale. La société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée, ou qu'elle a droit, à des rendements variables découlant de ses liens avec l'entité et que son pouvoir sur l'entité lui permet d'influencer ces rendements. Les filiales sont consolidées à compter de la date de transfert de contrôle à la société. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle ce contrôle cesse. Les états financiers de la filiale ont été préparés pour la même période de présentation que celle de la société, au moyen des mêmes méthodes comptables. Les opérations, les soldes, les produits et les charges intragroupe d'importance ont été éliminés entièrement dans la consolidation.

(c) Jugements et estimations comptables clés

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes IFRS, exige que la direction utilise son jugement et fasse des estimations, en plus de formuler des hypothèses, qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date de clôture, ainsi que les produits et les charges présentés durant l'exercice. Sur une base continue, la direction évalue ses jugements, ses estimations et ses hypothèses critiques relativement à son actif, à son passif, à ses produits et à ses charges. Les résultats réels peuvent différer de ces

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

estimations et les modifications des estimations sont comptabilisées dans la période comptable où elles sont déterminées.

La société considère les éléments suivants particulièrement susceptibles d'entraîner des modifications des estimations et des jugements :

(i) Passifs liés à l'assurance

Les passifs des contrats d'assurance sont déterminés au moyen de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB), qui incorpore les hypothèses fondées sur les meilleures estimations de la mortalité, de la morbidité, des déchéances, des rachats, des taux de rendement futurs des placements, des participations, des coûts d'administration et des marges pour écarts défavorables. Ces hypothèses sont revues au moins sur une base annuelle et mises à jour afin de refléter les résultats réels et les conditions de marché. La modification des hypothèses et des marges pour écarts défavorables peut avoir une incidence significative sur l'évaluation des passifs liés à l'assurance.

Les notes 2 e), 2 k), 10 et 28 comportent des renseignements supplémentaires concernant les passifs liés à l'assurance.

(ii) Classement des instruments financiers

La direction utilise son jugement pour classer les instruments financiers en tant qu'instruments à la juste valeur par le biais du résultat net, instruments disponibles à la vente ou prêts et créances. La plupart des actifs financiers détenus pour soutenir les passifs des contrats d'assurance et les passifs des contrats de placement sont classés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. La plupart des actifs financiers soutenant le compte capital et excédent et le compte avec participation sont classés dans la catégorie disponibles à la vente. Les prêts et les créances soutiennent tant les passifs des contrats que le capital et l'excédent. Le classement d'un instrument financier en tant qu'instruments à la juste valeur par le biais du résultat net ou qu'instrument disponible à la vente dicte si les variations latentes de la juste valeur sont constatées au résultat net ou dans les autres éléments du résultat global.

Les notes 2 d), 3 a), 3 b) et 10 c) comportent des renseignements supplémentaires concernant le classement des instruments financiers.

(iii) Prestations de retraite et autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi

La charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi est calculée par des actuaires indépendants selon des hypothèses déterminées par la direction. Les hypothèses formulées ont une incidence sur la charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi inscrite dans le résultat net. Si les résultats techniques diffèrent des hypothèses, les gains ou pertes actuariels qui en découlent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les notes 2 j) et 12 comportent des renseignements supplémentaires concernant les prestations de retraite et les autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi.

(iv) Dépréciation

Les titres disponibles à la vente et les prêts et créances sont revus à chaque clôture de trimestre pour identifier et évaluer les placements qui présentent des signes potentiels de dépréciation. Pour les titres disponibles à la vente et les prêts et créances, les pertes de valeur sont constatées s'il y a des indications objectives de dépréciation des suites d'un événement qui réduit les flux de trésorerie futurs estimés de l'instrument et que l'incidence peut être estimée de façon fiable. Les indications objectives de dépréciation comprennent, mais sans s'y limiter, une faillite ou un défaut, la défaillance d'un débiteur, et des conditions défavorables spécifiques affectant un secteur d'activité ou une région géographique. De plus, pour les titres de capitaux propres, un déclin important ou prolongé de la juste valeur d'un titre en-deçà de son coût est une indication objective de dépréciation. À ces fins, la direction considère comme déclin important une perte de 20 % ou plus et comme période prolongée une période de 12 mois ou plus. La décision de constater une perte de valeur, son montant et la période durant laquelle elle est constatée pourrait changer si l'évaluation de ces facteurs par la direction était différente. Les réductions de valeur des titres de créance ne sont pas

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

constatées lorsque la dépréciation découle de changements dans les taux d'intérêt des marchés si les flux de trésorerie contractuels à venir demeurent recouvrables aux yeux de la direction.

Les notes 2 d), 3 b), 10 c) et 28 c) comportent des renseignements supplémentaires concernant la dépréciation.

(d) Instruments financiers

(i) Juste valeur

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Lorsqu'un instrument financier est initialement comptabilisé, sa juste valeur correspond généralement à la valeur de la contrepartie payée ou reçue. Après la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un actif financier ou d'un passif financier disposant d'un cours sur un marché actif correspond généralement au cours vendeur. Pour ce qui est des instruments financiers tels que les équivalents de trésorerie et les placements à court terme dont la durée est courte, leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable.

Les évaluations à la juste valeur utilisées dans ces états financiers consolidés ont été classées au moyen d'une hiérarchie des justes valeurs basée sur la transparence des données d'entrée utilisées dans les évaluations. Voici les trois niveaux de la hiérarchie :

Niveau 1 - La juste valeur est basée sur des cours du marché non ajustés d'actifs ou de passifs identiques dans un marché actif. Les types d'instruments financiers classés au niveau 1 comprennent généralement la trésorerie, ainsi que les actions ordinaires, les actions privilégiées et les dérivés négociés en bourse.

Niveau 2 - La juste valeur est basée sur des cours de marché d'actifs ou de passifs similaires dans un marché actif, une évaluation basée sur des données d'entrée observables significatives ou des données d'entrée dérivées principalement de données de marché observables par l'entremise d'une corrélation ou d'une autre méthode ou corroborées par ces données. Les types d'instruments financiers classés au niveau 2 comprennent généralement les équivalents de trésorerie, les obligations d'État, certaines obligations de sociétés ou privées, des placements à court terme, certaines actions ordinaires (parts de sociétés immobilières en commandite) et les dérivés hors cote.

Niveau 3 - La juste valeur est basée sur des techniques d'évaluation qui exigent une ou plusieurs données d'entrée significatives qui ne reposent pas sur des données de marché observables. Ces données non observables reflètent nos attentes au sujet des hypothèses utilisées par les participants du marché pour la fixation du prix de l'actif ou du passif.

Tous les instruments financiers de la société qui requièrent une évaluation à la juste valeur respectent les critères du niveau 1 ou 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

(ii) Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des placements à court terme très liquides assujettis à des variations négligeables dans leur valeur et facilement convertibles en montants connus de trésorerie. Les équivalents de trésorerie comprennent des actifs financiers qui viennent à échéance tout au plus trois mois après la date de leur acquisition.

Les placements à court terme comprennent des actifs financiers qui viennent à échéance plus de trois mois, mais moins d'un an après la date de leur acquisition.

La plupart des actifs financiers détenus pour soutenir les passifs des contrats d'assurance et les passifs des contrats de placement sont désignés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces actifs peuvent comprendre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme, des obligations et des débetures, des actions ordinaires et des actions

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

privilégiées, des contrats à terme standardisés ou de gré à gré et des contrats d'options. Les variations de la juste valeur de ces actifs financiers sont comptabilisées dans les variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net dans l'état du résultat net durant la période à laquelle elles surviennent.

La plupart des actifs financiers soutenant le capital et l'excédent et le compte avec participation sont classés dans la catégorie disponibles à la vente. Ces actifs peuvent comprendre des placements à court terme, des obligations et des débetures ou des actions ordinaires et des actions privilégiées. Les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. À l'exception des profits et pertes de change sur les actifs monétaires disponibles à la vente et des réductions de valeur, toute variation de la juste valeur est comptabilisée, nette d'impôts, dans les autres éléments du résultat global. Les profits et les pertes réalisés à la cession ou à l'échéance des actifs disponibles à la vente sont reclassés des autres éléments du résultat global au poste profit (perte) réalisé sur les actifs disponibles à la vente dans l'état du résultat net.

Les prêts et les créances peuvent inclure les prêts hypothécaires, les avances sur polices et les prêts sur polices. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour pertes de valeur, s'il y a lieu. Les prêts hypothécaires sont garantis par des biens immobiliers. Les avances sur polices et les prêts sur polices sont garantis par les provisions mathématiques. Les prêts et les créances sont définis en tant qu'actifs financiers non dérivés avec paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Toutes les opérations sont comptabilisées à la date de la transaction. Les coûts de transaction sont passés en charges pour les instruments à la juste valeur par le biais du résultat net et inscrits à l'actif pour tous les autres instruments.

(iii) Instruments financiers dérivés

La société utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques liés au change et aux actions ainsi qu'à d'autres risques de marché associés à certains actifs et passifs. Les actifs et les passifs financiers dérivés sont classés comme des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition, et sont par la suite réévalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est positive sont présentés en actifs dérivés, tandis que les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est négative sont présentés en passifs dérivés. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au poste Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net dans l'état du résultat net.

(iv) Dépréciation

Tous les placements autres que des instruments à la juste valeur par le biais du résultat net font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture. La dépréciation est constatée sous le résultat net, lorsque des indications objectives montrent qu'une perte a déprécié les flux de trésorerie futurs estimés d'un actif.

(1) Titres de créance disponibles à la vente

La société constate une dépréciation pour un titre de créance disponible à la vente en présence d'indications objectives que le recouvrement opportun du principal ou de l'intérêt contractuel n'est plus raisonnablement assuré. Cette situation peut découler d'un manquement au contrat par l'émetteur, tel qu'un défaut ou un retard de paiement des intérêts ou du principal, ou d'une indication que l'émetteur éprouve des difficultés financières importantes. La dépréciation est comptabilisée par le biais du résultat net. Les dépréciations comptabilisées antérieurement par le biais du résultat net sont contrepassées si la juste valeur augmente subséquemment et que les augmentations peuvent être objectivement liées à un événement qui a eu lieu après que la dépréciation a été constatée.

(2) Titres de capitaux propres disponibles à la vente

Il y a une indication objective de dépréciation en présence d'une baisse considérable ou prolongée de la juste valeur du placement en-dessous de son coût ou d'un changement défavorable important du

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

contexte technologique, boursier, économique ou juridique de l'émetteur ou de difficultés financières de l'émetteur.

La comptabilisation d'une dépréciation dans le résultat net est la même que celle décrite pour les titres de créance disponibles à la vente ci-dessus, sauf que les dépréciations antérieurement constatées dans le résultat net ne peuvent être reprises subséquemment en résultat net. Toute augmentation subséquente de la valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

(3) Prêts et créances

Les prêts hypothécaires et les prêts font l'objet de tests de dépréciation individuels afin d'établir la provision pour perte de valeur.

Il y a une indication objective de dépréciation lorsqu'il n'existe plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement intégral du principal et des intérêts d'un prêt hypothécaire, d'une avance sur police ou d'un prêt sur police. Les conditions et les événements pris en compte pour déterminer s'il y a une indication objective de dépréciation comprennent la valeur de la garantie sous-jacente au prêt, l'emplacement géographique, le secteur d'activité de l'emprunteur, une évaluation de la stabilité financière et de la solvabilité de l'emprunteur, l'historique des remboursements et une évaluation de l'incidence de la conjoncture économique. S'il y a une indication objective de dépréciation, des provisions pour pertes sur créances sont établies afin d'ajuster la valeur comptable de ces actifs à leur valeur recouvrable nette et la dépréciation est constatée dans le résultat net. Si, dans une période subséquente, le montant de la dépréciation diminue et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement qui a eu lieu après la constatation de la dépréciation, la dépréciation est reprise au moyen d'un ajustement à la provision et la reprise est constatée dans le résultat net.

(v) Décomptabilisation

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou que la société a transféré ses droits économiques sur l'actif et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents. Dans les cas où la société n'a pas transféré ou conservé la quasi-totalité des risques et avantages, les actifs sont décomptabilisés si l'actif n'est pas sous contrôle en vertu de droits de vente ou de don de l'actif.

(vi) Autres

Les montants d'assurance à recevoir et les créances clients ont été classés en tant que prêts et créances et sont comptabilisés au coût amorti. Les créances clients sont présentées sous Autres actifs. Les créditeurs et autres passifs (à l'exception des passifs dérivés) et les montants d'assurance à payer ont été classés en tant qu'autres passifs financiers et sont comptabilisés au coût amorti. Pour ces instruments financiers, la valeur comptable correspond approximativement à la juste valeur étant donné leur échéance à court terme.

(e) Réassurance

La société conclut des ententes de réassurance avec des réassureurs afin de limiter son exposition aux pertes importantes. La société a mis en place une politique de gestion du risque de réassurance qui exige que de telles ententes soient conclues avec des réassureurs bien établis dont la cote de crédit est élevée. Les traités de réassurance sont évalués selon les montants associés aux contrats d'assurance sous-jacents et conformément aux dispositions de chaque traité de réassurance. Les montants payables ou à recevoir des réassureurs relativement aux primes reçues ou règlements payés sont inclus dans les montants d'assurance à recevoir et les passifs d'assurance dans l'état consolidé de la situation financière. Les primes de réassurance cédées sont présentées comme primes cédées aux réassureurs dans l'état consolidé du résultat net. Les montants de réassurance recouverts sur les règlements survenus sont constatés en tant que montants recouvrables des réassureurs dans l'état consolidé du résultat net. La part du réassureur des passifs des contrats d'assurance est constatée en tant qu'actifs de réassurance ou passifs de réassurance, selon le cas, dans l'état consolidé de la situation financière au même moment que le passif lié à l'assurance sous-jacent auquel il se rapporte.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les actifs de réassurance font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture ou plus fréquemment, lorsqu'une indication de dépréciation survient durant un exercice. Une dépréciation est constatée en présence d'une indication objective qu'une partie seulement des montants à recevoir en vertu des modalités du contrat sera reçue. Si un actif de réassurance est déprécié, il sera ramené à sa valeur recouvrable et la dépréciation sera constatée dans l'état consolidé du résultat net.

Le profit ou la perte sur la souscription de réassurance est constaté dans l'état consolidé du résultat net immédiatement à la date de la souscription et n'est pas amorti.

(f) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les terrains, les immeubles, les améliorations locatives, le mobilier et le matériel à l'usage de la société. Toutes les catégories d'actifs sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé et de toute dépréciation, sauf pour les terrains, qui ne sont pas assujettis à l'amortissement. Le coût comprend tous les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition d'un actif. Des coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'élément iront à la société et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

L'amortissement est calculé afin de ramener le coût des immobilisations corporelles à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimée, de la façon suivante :

Terrains	Aucun amortissement
Immeubles	Cinq pour cent (solde dégressif)
Mobilier et matériel	Trois à cinq ans (linéaire)
Améliorations locatives	Durée jusqu'à l'échéance du bail (linéaire)

L'amortissement est inclus dans les charges opérationnelles dans l'état consolidé du résultat net.

Les durées d'utilité estimées, les valeurs résiduelles et la méthode d'amortissement sont revues à la clôture de chaque exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée sur une base prospective. Des tests de dépréciation ont lieu en présence d'indices que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une dépréciation est constatée au montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif par rapport au montant recouvrable attendu. Le montant recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins les frais de vente, d'une part, et la valeur d'utilité, d'autre part. La dépréciation est constatée dans l'état consolidé du résultat net.

(g) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels et les licences connexes, ainsi que les coûts de développement des logiciels, et sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé et de toute réduction de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire afin de répartir les coûts sur leur durée d'utilité estimée, qui varie généralement de trois à sept ans. L'amortissement est inclus dans les charges opérationnelles dans l'état consolidé du résultat net. Pour les actifs incorporels en développement, l'amortissement commence lorsque les actifs peuvent être utilisés. La société ne dispose pas d'actifs incorporels assortis d'une durée d'utilité indéfinie.

Les changements dans la durée d'utilité attendue ou la tendance de consommation attendue des avantages économiques futurs associés à l'actif sont comptabilisés en modifiant la période ou la méthode d'amortissement, selon le cas, et sont traités comme des changements dans les estimations comptables.

Des tests de dépréciation ont lieu en présence d'indices que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une dépréciation est constatée pour le montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif par rapport au montant recouvrable attendu. Le montant recouvrable correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins les frais de vente, d'une part, et la valeur d'utilité, d'autre part. Aux fins de la détermination des dépréciations, les actifs sont regroupés au plus bas niveau de regroupement pour lequel il

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Il y a des flux de trésorerie identifiables séparément. Les dépréciations sont constatées dans l'état consolidé du résultat net.

(h) Fonds distincts

Certains contrats d'assurance permettent aux titulaires de polices d'investir dans les fonds distincts de placement gérés par la société au profit des titulaires de polices. Les titulaires de polices assument les risques et touchent les rendements associés à ces actifs de fonds distincts conformément aux ententes contractuelles, bien que les actifs sous-jacents soient enregistrés au nom de la société et que les titulaires de polices n'aient pas un accès direct aux actifs spécifiques. Les actifs des fonds distincts ne sont pas disponibles pour payer les passifs du fonds général. Les actifs de ces fonds sont comptabilisés à leur juste valeur de clôture. La société comptabilise des passifs de contrats de fonds distincts correspondant à la juste valeur des actifs, de même que toute garantie en tant que passifs de contrats d'assurance. L'état consolidé du résultat net de la société comprend les produits tirés des frais perçus pour la gestion des fonds distincts, de même que les charges liées à l'acquisition, à la gestion de placements, à l'administration ainsi qu'aux garanties sur les prestations à l'échéance et au décès et aux garanties de retrait de ces fonds. La note 8 présente des détails sur les actifs de fonds distincts et les variations dans les actifs de fonds distincts.

La société offre des garanties minimales sur certains contrats de fonds distincts, notamment des garanties sur les prestations à l'échéance et au décès et une garantie de retrait minimum comptabilisées comme des contrats d'assurance. Les provisions mathématiques associées à ces garanties minimales sont constatées dans les passifs des contrats d'assurance. La sensibilité aux fluctuations de marché des passifs de la société liés aux garanties des fonds distincts est présentée à la note 28 a) (1).

(i) Dette subordonnée

La dette subordonnée est constatée au coût amorti par la méthode du taux d'intérêt effectif. L'intérêt sur la dette subordonnée est comptabilisé à titre de charge d'intérêt dans l'état consolidé du résultat net.

(j) Avantages du personnel

La société fournit des prestations de retraite aux membres de son personnel par l'entremise d'un régime à prestations définies ou d'un régime à cotisations définies. La société a cessé d'accepter de nouveaux adhérents au régime à prestations définies à compter du 1^{er} octobre 2011 et a lancé le 1^{er} janvier 2012 un régime à cotisations définies ouvert aux nouveaux adhérents et à tous les membres du personnel existant qui ont choisi de transférer leurs fonds hors du régime à prestations définies. La société offre également d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

(i) Prestations de retraite

En vertu du régime à prestations définies, la société détermine un montant de prestation de retraite auquel aura droit un employé à sa retraite, selon des facteurs tels que son âge, le nombre d'années de service et la rémunération. Le passif constaté dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, moins la juste valeur des actifs du régime. L'obligation au titre des prestations définies est calculée annuellement par des actuaires indépendants qualifiés selon la méthode de la projection de l'unité de crédit. La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées au moyen d'un taux d'actualisation fondé sur les taux d'intérêt courants d'obligations de sociétés de haute qualité.

La charge au titre des prestations définies inclut l'intérêt net sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies calculé à l'aide du taux d'actualisation basé sur les rendements du marché pour les obligations de haute qualité à la clôture de l'exercice précédent. Les gains et les pertes actuariels qui découlent de l'ajustement des résultats techniques et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles sont portés au débit ou au crédit du poste Autres éléments du résultat global dans la période où ils surviennent et demeurent dans le Cumul des autres éléments du résultat global. Le coût des services passés est comptabilisé immédiatement dans le résultat net.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

En vertu de la composante à cotisations définies du régime, la société verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds). Elle n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant la période en cours et les périodes antérieures. Les cotisations sont constatées en tant que charges liées aux avantages du personnel lorsqu'elles sont payables.

(ii) Autres avantages postérieurs à l'emploi

La société offre également d'autres avantages postérieurs à l'emploi à ses employés retraités. L'ouverture de ces droits exige habituellement que le salarié ait terminé sa carrière dans la société et qu'il y ait travaillé un nombre d'années minimal. Le coût projeté de ces avantages est cumulé sur la période d'emploi en utilisant la même méthode comptable que pour les régimes à prestations définies. Les gains et les pertes actuariels qui découlent de l'ajustement des résultats techniques et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles sont portés au débit ou au crédit du poste Autres éléments du résultat global dans la période où ils surviennent et demeurent dans le Cumul des autres éléments du résultat global. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires indépendants qualifiés et ne sont pas financées.

(iii) Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail sont payables lorsque l'emploi prend fin avant la date normale de retraite ou lorsqu'un membre du personnel accepte un départ volontaire en échange de ces indemnités de fin de contrat de travail. La société comptabilise les indemnités de fin de contrat de travail lorsqu'elle est manifestement engagée à mettre fin à l'emploi de membres du personnel selon un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réaliste de se rétracter, ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail à la suite d'une offre faite pour encourager les départs volontaires.

(k) Contrats d'assurance et de placement

(i) Classement des produits

Les contrats d'assurance sont ceux qui transfèrent un risque d'assurance important à l'établissement du contrat. Le risque d'assurance est transféré lorsque la société accepte d'indemniser un titulaire de police si un événement futur incertain spécifique (autre qu'un changement dans une variable financière) avait une incidence défavorable pour le titulaire de la police et le contrat d'assurance a une teneur commerciale. Tout contrat qui ne correspond pas à la définition d'un contrat d'assurance en vertu des IFRS sera classé comme un contrat de placement ou de services, selon le cas. Les produits émis par la société qui transfèrent un risque d'assurance important ont été classés en tant que contrats d'assurance conformément à la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance*. Autrement, les produits émis par la société sont classés en tant que contrats de placement conformément à la norme IAS 39 *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* ou en tant que contrats de service conformément à la norme IAS 18 *Produits des activités ordinaires*. La société définit un risque d'assurance important comme la possibilité de verser au moins 2 % de plus que les prestations payables à la personne assurée si l'événement ne survenait pas. Lorsqu'elle fait référence à différents types de contrats, la société utilise le terme « passifs des polices ».

Une fois qu'un contrat est classé en tant que contrat d'assurance, il demeure un contrat d'assurance pour le reste de sa durée, même si le risque d'assurance diminue considérablement durant cette période, à moins que tous les droits et toutes les obligations viennent à échéance ou à s'éteindre. Toutefois, des contrats de placement peuvent être reclassés en tant que contrats d'assurance après leur création si le risque d'assurance devient important.

La société classe ses contrats d'assurance et de placement dans trois catégories principales : contrats d'assurance à court terme, contrats d'assurance à long terme et contrats de placement.

(1) Contrats d'assurance

Les passifs des contrats d'assurance sont calculés selon les pratiques actuarielles reconnues, en fonction des normes établies par l'Institut canadien des actuaires (ICA) et des exigences du BSIF. La

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

société applique la MCAB pour l'évaluation des contrats d'assurance qui répond aux exigences de la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance*.

A. Contrats d'assurance à court terme

Ces contrats comprennent des produits de rente et d'assurance collective.

Les produits de rente classés en tant que contrats d'assurance à court terme sont des options de placement garanties qui offrent un taux de rendement fixe sur une période donnée. Les contrats comprennent certaines garanties qui prennent effet au décès du rentier. Les obligations sont calculées grâce à la MCAB.

Les produits d'assurance collective classés en tant que contrats d'assurance à court terme comprennent l'assurance invalidité de courte durée, l'assurance maladie et l'assurance dentaire. Les prestations sont habituellement versées moins d'un an après que les frais ont été engagés. Les passifs pour les règlements impayés sont estimés au moyen d'une analyse statistique et des résultats de la société en matière de sinistres survenus mais non déclarés.

B. Contrats d'assurance à long terme

Ces contrats comprennent des produits d'assurance, des produits de rente et des produits d'assurance collective. Dans tous les cas, les passifs représentent une estimation du montant qui, une fois ajouté aux primes et au revenu de placement futurs estimatifs, sera suffisant pour couvrir les prestations, les participations, les charges et les impôts à venir découlant des polices en vigueur.

Les produits d'assurance classés dans cette catégorie sont l'assurance vie et l'assurance maladies graves qui prévoient le versement de prestations liées au décès, à la survie ou à la survenance d'une maladie grave. Les durées sont longues. Les produits de rente classés en tant que contrats d'assurance à long terme comprennent les rentes qui prévoient le versement d'un revenu viager au rentier et les garanties associées aux produits de fonds distincts de la société. Les produits d'assurance collective classés en tant que contrats d'assurance à long terme sont l'assurance vie payable au décès de la personne assurée et l'assurance invalidité qui prévoit le remplacement du revenu en cas d'invalidité.

La détermination des passifs des contrats d'assurance à long terme exige la formulation d'hypothèses fondées sur les meilleures estimations concernant la durée résiduelle des polices qui couvrent la mortalité, la morbidité, les rendements des placements, le maintien en vigueur, les charges, l'inflation et les impôts. En raison des risques à long terme et des incertitudes quant à la mesure inhérentes aux activités liées à l'assurance vie, chaque hypothèse comprend une marge pour écarts défavorables par rapport aux meilleures estimations. Ces marges tiennent compte d'une possible détérioration des résultats techniques futurs et renforcent la confiance dans la capacité des passifs des contrats d'assurance à payer les prestations futures. Les provisions pour écarts défavorables qui en découlent ont pour effet d'augmenter les passifs des contrats d'assurance et de réduire le bénéfice qui, autrement, aurait été constaté au moment de la mise en vigueur de la police. Les hypothèses sont révisées et mises à jour au moins une fois l'an et l'incidence des changements dans les hypothèses est constatée en tant que variation des passifs des contrats d'assurance dans l'état consolidé du résultat net de l'exercice au cours duquel s'est produit le changement.

Sur une base annuelle, l'actuaire désigné détermine si les passifs des contrats d'assurance (tant pour la catégorie à court terme que pour celle à long terme) sont suffisants pour couvrir les obligations et les coûts d'acquisition différés relativement aux polices en vigueur à la date des états consolidés de la situation financière. Pour ce faire, il utilisera un certain nombre de méthodes d'évaluation, dont la MCAB, les flux monétaires actualisés et les modèles stochastiques. Les niveaux de regroupement et le niveau de prudence appliqués dans l'évaluation de la suffisance des passifs correspondent aux exigences de l'ICA. Tout ajustement

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

est constaté en tant que variation brute des passifs des contrats d'assurance ou en tant que variation des passifs des contrats d'assurance cédés dans l'état consolidé du résultat net.

(2) Contrats de placement

Ces contrats comprennent les produits de rente qui ne requièrent pas le transfert d'un risque d'assurance important à la création ou pendant la durée du contrat. Pour la société, les produits dans cette catégorie se limitent aux rentes certaines avec période garantie qui prévoient le versement d'un revenu pour une période de temps spécifique.

Les passifs des contrats de placement sont constatés lorsque les contrats sont conclus et que les dépôts sont reçus. Ces passifs sont initialement constatés à la juste valeur, puis sont constatés au coût amorti selon les flux de trésorerie futurs attendus grâce à la méthode du taux d'intérêt effectif. Les flux de trésorerie futurs attendus sont réestimés à chaque date de clôture et la valeur comptable du passif financier est recalculée en tant que valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés au moyen du taux d'intérêt effectif initial du passif financier. Tout ajustement est constaté immédiatement dans l'état consolidé du résultat net. Les dépôts et les retraits sont constatés dans les passifs des contrats de placement dans l'état consolidé de la situation financière.

(ii) Primes

Les primes brutes pour tous les types de contrats d'assurance sont constatées en tant que produit des activités ordinaires lorsqu'elles sont payables et que leur recouvrement est raisonnablement assuré. Lorsque les primes sont constatées, les provisions mathématiques sont calculées, avec pour résultat que les prestations et les charges sont appariées à ce produit des activités ordinaires. Les primes de rente comprennent uniquement les nouveaux dépôts liés aux produits du fonds général comportant un taux de rendement garanti et excluent les dépôts liés aux contrats de fonds distincts et de placement.

(iii) Prestations et règlements payés

Les prestations sont passées en charges lorsqu'elles surviennent. Les prestations de rente sont passées en charges lorsqu'elles deviennent payables. Les règlements d'assurance maladie sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve suffisante de leur existence et qu'il est possible de faire une évaluation raisonnable du montant concerné. Les prestations et règlements payés comprennent les coûts directs d'un règlement. Les montants recouvrables des réassureurs sont comptabilisés dans la même période que les règlements y afférents.

(iv) Coûts d'acquisition différés

Les frais de distribution des fonds distincts ayant des frais de vente différés sont reportés et amortis sur la durée des dépôts connexes ou sur la période visée par ces frais de vente, selon le cas. Ces coûts différés sont inclus dans les passifs des contrats d'assurance dans l'état consolidé de la situation financière. Les coûts différés dans la période et l'amortissement des coûts différés font partie intégrante de la variation brute des passifs des contrats d'assurance dans l'état consolidé du résultat net.

(I) Polices avec participation

La société maintient un compte pour les polices avec participation (compte avec participation), séparément des comptes maintenus pour les autres polices, de la façon prescrite par le BSIF et ce, en vertu des articles 456 à 464 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada). Le compte avec participation comprend toutes les polices émises par la société qui donnent droit à leur titulaire de participer aux profits qui découlent du compte avec participation. Le moment et le montant du versement des participations sont à la discrétion de la société et tiennent compte du maintien de la solvabilité du compte avec participation. La plupart des polices se font créditer des participations sur une base annuelle, alors que d'autres régimes plus anciens reçoivent des participations sur une base quinquennale, et ce, conformément aux dispositions contractuelles. Les participations des titulaires de polices avec participation sont comptabilisées à titre de charges liées aux participations sur polices dans l'état consolidé du résultat net.

À la fin de la période, tous les passifs des contrats d'assurance avec participation, tant garantis que discrétionnaires, sont constatés dans les passifs des contrats d'assurance, les sommes en dépôt des titulaires de polices et la provision pour participations à verser aux titulaires de polices. Tous les contrats de

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

réassurance avec participation cédés à la fin de la période sont inscrits dans les actifs de réassurance ou dans les passifs de réassurance. Le résultat net attribuable aux titulaires de polices avec participation est présenté dans l'état consolidé du résultat net. Le résultat global attribuable aux titulaires de polices avec participation est présenté dans les états consolidés du résultat global. La partie des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices avec participation est constatée séparément dans les capitaux propres attribuables aux titulaires de polices à l'état consolidé des variations des capitaux propres. Des renseignements complémentaires sur les titulaires de polices avec participation sont présentés à la note 23.

(i) Politique de placement

Les placements dans le compte avec participation sont assujettis aux limites prescrites par la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et aux lignes directrices de placement établies par le comité des placements du conseil d'administration de l'Empire Vie. Les lignes directrices de placement sont conçues pour limiter le risque de placement global par la détermination des objectifs de placement, des placements admissibles, des critères de diversification, de l'exposition, des seuils de concentration et des critères de qualité pour les placements admissibles. Le risque de taux d'intérêt est géré selon les paramètres établis par le comité des placements et fait l'objet de rapports fréquents par la direction au comité des placements et au conseil d'administration. Le comité de gestion des actifs supervise la sensibilité aux taux d'intérêt. Le but est de maximiser le rendement des placements tout en gérant le risque de défaut, ainsi que les risques liés aux liquidités et aux réinvestissements à des niveaux acceptables et mesurables faibles.

(ii) Affectation du revenu de placement

Le revenu de placement est constaté directement à chaque segment d'actifs. Lorsqu'il y a un déficit des fonds par rapports aux actifs, une part du revenu de placement est affectée au segment du capital et de l'excédent des actionnaires à partir du segment des actifs du compte avec participation, proportionnellement au déficit des fonds par rapport aux actifs de chaque segment. Lorsqu'il y a un excédent des fonds par rapport aux actifs, une part du revenu de placement est affecté du segment du capital et de l'excédent des actionnaires au segment des actifs du compte avec participation, proportionnellement à l'excédent des fonds par rapport aux actifs de chaque segment.

(iii) Affectation des frais

Aux fins de l'affectation des profits au compte avec participation, les frais associés directement au compte avec participation sont imputés au compte avec participation. Les frais qui découlent ou qui varient directement selon les différentes activités de fonctionnement sont imputés au compte avec participation proportionnellement aux statistiques propres à chaque centre de coûts. Les frais engagés par les centres de coûts généraux sont imputés au compte avec participation proportionnellement aux frais directement imputés. Les frais de placement sont affectés mensuellement au compte avec participation, proportionnellement au total des fonds de la société au début de chaque mois. Les taxes sur les primes sont affectées en proportion des primes taxables. Les autres taxes, permis et honoraires sont affectés aux différents secteurs d'activité selon la méthode des centres de coûts.

(iv) Affectation de l'impôt sur le résultat

Aux fins de l'affectation des profits au compte avec participation, l'impôt est affecté au compte avec participation en proportion du bénéfice imposable total de la société.

(m) Produit tirés des frais

Les produits tirés des frais comprennent les frais de gestion des placements, les frais d'administration de polices et les frais liés aux garanties : ceux-ci sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils comprennent également les frais de rachat qui sont comptabilisés à mesure qu'ils sont engagés. Les produits tirés des frais obtenus pour la gestion et l'administration des placements ainsi que des garanties liées aux fonds de placement sont comptabilisés selon la valeur liquidative des fonds à la clôture.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

(n) Revenu de placement

Le revenu de placement est comptabilisé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais qui font partie intégrante du rendement effectif de l'actif financier sont constatés en tant qu'ajustement du taux d'intérêt effectif de l'instrument.

Le revenu de dividendes est constaté lorsque le droit de recevoir un versement est établi, généralement à la date ex-dividende.

Les produits d'intérêts et le revenu de dividendes sont inclus dans le revenu de placement dans les états consolidés du résultat net pour tous les actifs financiers.

(o) Impôts

La charge d'impôts pour la période comprend les impôts exigibles et différés. Les impôts sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net sauf s'ils sont liés à un élément constaté dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres. Dans ces cas, les impôts sont constatés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, respectivement.

Les actifs et les passifs d'impôt exigibles pour la période actuelle et les périodes antérieures sont comptabilisés au montant que la société s'attend à recevoir des autorités fiscales ou à payer à celles-ci. Les taux d'imposition et les lois fiscales qui servent au calcul du montant sont ceux en vigueur ou pratiquement en vigueur à la clôture de chaque période.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont constatés au titre de l'incidence fiscale prévue sur des exercices futurs d'événements qui ont été inclus dans les états financiers consolidés. Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Selon cette méthode, la société comptabilise des impôts différés au titre de toutes les différences temporaires importantes entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur aux fins des états financiers et au titre de certains éléments reportés prospectivement.

Les actifs d'impôt différé sont constatés seulement dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est probable que ces actifs d'impôt différé seront réalisés. Les actifs et passifs d'impôt différé sont ajustés en fonction de l'incidence des modifications des lois fiscales et des taux d'imposition, à la date où ils sont pratiquement en vigueur.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et qu'ils sont liés à des impôts exigés par la même autorité fiscale de la même entité imposable.

(p) Conversion des devises

La société utilise le dollar canadien à titre de monnaie fonctionnelle et à titre de monnaie de présentation.

Les opérations en devises sont comptabilisées aux taux de change en vigueur à la date des opérations. Les profits et les pertes découlant du règlement de ces opérations et de la conversion des actifs et des passifs monétaires libellés en devises sont constatés dans l'état consolidé du résultat net.

En ce qui concerne les actifs financiers monétaires désignés à titre d'actifs disponibles à la vente, les écarts de conversion sont constatés dans l'état consolidé du résultat net. Les écarts de conversion sur les éléments non monétaires, comme les actions ordinaires disponibles à la vente libellées en devises, sont constatés dans les autres éléments du résultat global et inclus dans les actifs disponibles à la vente du cumul des autres éléments du résultat global. À la décomptabilisation d'un actif financier non monétaire disponible à la vente, le profit ou la perte de change cumulé antérieurement constaté dans le cumul des autres éléments du résultat global est comptabilisé dans les états consolidés du résultat net.

(q) Résultat global

Le résultat global correspond au résultat net et aux autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global incluent des éléments qui peuvent être reclassés plus tard au résultat net : la variation latente

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

de la juste valeur des placements disponibles à la vente, déduction faite des montants reclassés dans le résultat net, et l'amortissement des pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Les autres éléments du résultat global comprennent également des éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net : les réévaluations des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Tous les montants des autres éléments du résultat global étant nets des impôts.

(r) Provisions

Les provisions sont constatées lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être évalué de façon fiable. Si la sortie de ressources représentative d'avantages économiques est improbable, l'existence d'un passif éventuel est indiquée, à moins que la possibilité de sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit très faible. Toute variation dans l'estimation d'une provision est constatée dans le résultat net. Les provisions ne sont pas constatées dans les pertes opérationnelles futures. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des charges prévues pour l'extinction de l'obligation selon un taux d'actualisation qui reflète les évaluations courantes du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation.

(s) Contrats de location

La société loue certaines immobilisations corporelles. Comme la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents ne revient pas à la société, ces contrats de location sont donc considérés comme des contrats de location simple. Les paiements effectués en vertu des contrats de location simple sont imputés au résultat net de façon linéaire sur la durée du contrat.

(t) Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. La société ne dispose pas d'instruments ayant potentiellement un effet dilutif. Par conséquent, le résultat dilué par action est le même que le résultat de base par action.

(u) Modifications comptables

(i) Nouvelles prises de position comptables adoptées en 2015

(1) Modifications à la norme IAS 19, *Avantage du personnel*

L'IASB a modifié la norme IAS 19 afin de permettre que les cotisations des membres du personnel indépendantes du nombre d'années de service soient comptabilisées comme une réduction du coût des services rendus dans la période au cours de laquelle les services ont été rendus, plutôt que de les rattacher aux périodes de service. L'application rétrospective de la modification le 1^{er} janvier 2015 n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés.

(2) *Améliorations annuelles des IFRS*

L'IASB publie des améliorations de façon périodique visant à clarifier les exigences des normes IFRS et à éliminer les incohérences au sein des normes et entre elles. L'adoption des cycles 2010-2012 et 2011-2013 des améliorations le 1^{er} janvier 2015 conformément à leur disposition de transition respective n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés.

(ii) Nouvelles prises de position comptables publiées, mais non encore en vigueur

(1) *Améliorations annuelles des IFRS - cycle 2012-2014*

En septembre 2014, l'IASB a publié un nombre limité de modifications pour clarifier les exigences de quatre normes IFRS. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, et l'application doit être rétrospective. La société évalue actuellement les effets du cycle 2012-2014 des améliorations annuelles des IFRS sur ses états financiers.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

(2) IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients*

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, qui introduit un modèle unique pour la constatation des produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients. La norme IFRS 15 exclut les contrats d'assurance de son champ d'application et s'applique principalement aux produits des activités ordinaires qui ne sont pas attribuables aux contrats d'assurance de la société. La norme prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective. La société évalue actuellement les effets de la norme IFRS 15 sur ses états financiers consolidés.

(3) IFRS 9 *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de la norme IFRS 9, qui prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, avec application rétrospective. La nouvelle norme prévoit des exigences concernant le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, un modèle de la perte prévue sur prêt qui remplacera le modèle actuel de dépréciation selon les pertes subies et de nouvelles directives en matière de comptabilité de couverture. La société évalue actuellement les effets de la norme IFRS 9 sur ses états financiers consolidés. Elle évalue également les options de mise en oeuvre proposées pour les assureurs dans l'exposé-sondage de décembre 2015 intitulé « Application d'IFRS 9 *Instruments financiers* et d'IFRS 4 *Contrats d'assurance* (modifications proposées à la norme IFRS 4) ».

(4) IFRS 16 *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 qui prend effet le 1^{er} janvier 2019. La nouvelle norme exige la capitalisation de tous les contrats de location en comptabilisant les paiements locatifs à leur valeur actualisée et en les présentant comme des actifs locatifs, et en comptabilisant le passif financier comme une obligation d'effectuer des paiements locatifs futurs. La société évalue actuellement les effets de la norme IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

3. Instruments financiers

(a) Sommaire de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements

La valeur comptable de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements s'établit comme suit :

Aux 31 décembre	2015			2014		
	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Valeur comptable totale	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Valeur comptable totale
Catégorie d'actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie						
Trésorerie	21 390 \$	— \$	21 390 \$	42 594 \$	— \$	42 594 \$
Équivalents de trésorerie	178 380	—	178 380	196 508	—	196 508
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	199 770	—	199 770	239 102	—	239 102
Placements à court terme						
Gouvernement fédéral canadien	4 781	4 996	9 777	3 310	4 961	8 271
Gouvernements provinciaux canadiens	5 994	—	5 994	1 782	—	1 782
Sociétés	17 881	—	17 881	16 839	—	16 839
Total des placements à court terme	28 656	4 996	33 652	21 931	4 961	26 892
Obligations						
Obligations d'État canadiennes émises ou garanties par :						
Gouvernement fédéral	76 053	214 285	290 338	72 626	165 921	238 547
Gouvernements provinciaux et administrations municipales canadiens	2 575 792	392 143	2 967 935	2 479 365	284 502	2 763 867
Total des obligations d'État canadiennes	2 651 845	606 428	3 258 273	2 551 991	450 423	3 002 414
Obligations de sociétés canadiennes par secteur d'activité :						
Services financiers	475 027	386 044	861 071	545 554	437 673	983 227
Infrastructures	279 858	22 193	302 051	241 371	20 079	261 450
Services publics	274 431	33 070	307 501	246 080	30 881	276 961
Communications	1 484	24 444	25 928	1 608	28 007	29 615
Énergie	40 999	53 352	94 351	52 759	60 643	113 402
Biens de consommation de base	95 887	76 326	172 213	78 546	68 319	146 865
Industriel	61 790	15 650	77 440	47 240	1 564	48 804
Soins de santé	70 821	13 001	83 822	70 683	14 050	84 733
Matières premières	10 789	—	10 789	10 615	—	10 615
Total des obligations de sociétés canadiennes	1 311 086	624 080	1 935 166	1 294 456	661 216	1 955 672
Total des obligations	3 962 931	1 230 508	5 193 439	3 846 447	1 111 639	4 958 086
Actions privilégiées						
canadiennes	189 645	5 035	194 680	186 856	9 323	196 179
Total des actions privilégiées	189 645	5 035	194 680	186 856	9 323	196 179
Actions ordinaires						
canadiennes						
Actions ordinaires	505 534	61 831	567 365	526 613	61 481	588 094
Parts de sociétés immobilières en commandite	60 396	—	60 396	47 512	—	47 512
américaines	154 482	—	154 482	139 988	—	139 988
autres	19 535	—	19 535	13 921	—	13 921
Total des actions ordinaires	739 947	61 831	801 778	728 034	61 481	789 515
Actifs dérivés	14 649	—	14 649	3 375	—	3 375
Prêts et créances						
Prêts hypothécaires	—	—	289 221	—	—	323 117
Avances sur polices	—	—	46 925	—	—	46 434
Prêts sur polices	—	—	84 921	—	—	86 698
Total	5 135 598 \$	1 302 370 \$	6 859 035 \$	5 025 745 \$	1 187 404 \$	6 669 398 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

La juste valeur de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements classés selon la hiérarchie des justes valeurs est la suivante :

Aux 31 décembre	2015			2014		
	Niveau 1	Niveau 2	Juste valeur totale	Niveau 1	Niveau 2	Juste valeur totale
Juste valeur par le biais du résultat net :						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 390 \$	178 380 \$	199 770 \$	42 594 \$	196 508 \$	239 102 \$
Placements à court terme	—	28 656	28 656	—	21 931	21 931
Obligations	—	3 962 931	3 962 931	—	3 846 447	3 846 447
Actions privilégiées	189 645	—	189 645	186 856	—	186 856
Actions ordinaires	679 551	60 396	739 947	680 522	47 512	728 034
Actifs dérivés	14 482	167	14 649	2 791	584	3 375
Disponibles à la vente :						
Placements à court terme	—	4 996	4 996	—	4 961	4 961
Obligations	—	1 230 508	1 230 508	—	1 111 639	1 111 639
Actions privilégiées	5 035	—	5 035	9 323	—	9 323
Actions ordinaires	61 831	—	61 831	61 481	—	61 481
Prêts et créances :						
Prêts hypothécaires	—	300 186	300 186	—	338 160	338 160
Avances sur polices	—	46 925	46 925	—	46 434	46 434
Prêts sur polices	—	84 921	84 921	—	86 698	86 698
Total	971 934 \$	5 898 066 \$	6 870 000 \$	983 567 \$	5 700 874 \$	6 684 441 \$

La juste valeur de chaque prêt hypothécaire a été recalculée en actualisant ses flux de trésorerie selon un taux d'actualisation approprié à la durée de vie résiduelle du prêt. Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de sondages réguliers sur les taux concurrentiels. Les justes valeurs des avances sur polices et des prêts sur polices correspondent approximativement à leurs valeurs comptables, en raison des contrats d'assurance vie qui les garantissent.

Le classement d'un instrument financier dans un niveau repose sur le plus faible niveau de données d'entrée importantes pour la détermination de la juste valeur. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2 et aucun placement de niveau 3 au cours des exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

Pour plus d'information sur la composition des actifs investis de la société et pour une analyse des risques liés aux instruments financiers auxquels la société est exposée, veuillez consulter la note 28, Gestion du risque.

(b) Dépréciation

(i) Prêts et créances

Les placements dans des actifs individuels ont été diminués de la provision pour perte de valeur spécifique suivante :

Aux 31 décembre	2015			2014		
	Placement comptabilisé	Provision pour perte de valeur	Valeur comptable	Placement comptabilisé	Provision pour perte de valeur	Valeur comptable
Prêts dépréciés						
Prêts hypothécaires	5 963 \$	2 600 \$	3 363 \$	6 303 \$	2 295 \$	4 008 \$
Prêts sur polices	813	525	288	813	541	272
Total	6 776 \$	3 125 \$	3 651 \$	7 116 \$	2 836 \$	4 280 \$

La société détient des garanties dont la juste valeur s'élève à 3 370 \$ (4 045 \$ en 2014) relativement aux prêts hypothécaires et à 288 \$ (272 \$ en 2014) relativement aux prêts sur polices au 31 décembre 2015.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les prêts hypothécaires sont garantis par des biens immobiliers et les prêts sur polices sont garantis par des contrats d'assurance vie.

Évolution de la provision pour pertes sur créances	2015	2014
Provision - au début de l'exercice	2 836 \$	2 930 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	545	536
Radiation de prêts	(256)	(630)
Provision - à la fin de l'exercice	3 125 \$	2 836 \$

La société a comptabilisé un produit d'intérêts de 858 \$ (727 \$ en 2014) sur ces actifs.

Au 31 décembre 2015, les prêts et les créances en souffrance mais non dépréciés sont de néant \$ (néant \$ en 2014).

(ii) Actifs disponibles à la vente

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la société a sorti une perte avant impôts de 2 379 \$ des autres éléments du résultat global pour la reclasser en résultat net en raison de la baisse de valeur d'actions ordinaires et d'actions privilégiées dépréciées disponibles à la vente (221 \$ en 2014). La direction considère ces actifs comme dépréciés en raison de la durée pendant laquelle la valeur a été inférieure au coût et/ou de l'ampleur et de la nature de la perte.

Pour plus d'information sur la juste valeur des placements disponibles à la vente de la société, veuillez vous reporter à la note 3 a). Pour obtenir l'analyse des risques liés aux instruments financiers auxquels la société est exposée, veuillez vous reporter à la note 28.

(c) Revenu de placement

Le revenu de placement se compose des éléments suivants :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Produits d'intérêts	220 681 \$	215 036 \$
Dividendes	38 225	30 583
Autres éléments	849	798
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(545)	(536)
Revenu de placement	259 210 \$	245 881 \$

Les produits d'intérêts comprennent un montant de 63 449 \$ (65 336 \$ en 2014) lié aux actifs non classés comme des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net.

(d) Instruments financiers dérivés

Le tableau suivant présente les valeurs des dérivés. Le recours aux dérivés est mesuré en termes de montants nominaux, qui servent de base au calcul des paiements et ne sont généralement pas les montants réels échangés.

Aux 31 décembre	2015			2014		
	Montant nominal	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs	Montant nominal	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs
Négoiés en bourse						
Contrats à terme sur indice	94 312 \$	977 \$	340 \$	51 773 \$	869 \$	1 201 \$
Options sur indice	299 876 \$	13 505	—	119 990	1 922	—
Hors cote						
Contrats de change à terme	175 368 \$	167	36	151 731	584	137
Total	569 556 \$	14 649 \$	376 \$	323 494 \$	3 375 \$	1 338 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Tous les contrats viennent à échéance dans moins de un an. Les justes valeurs des actifs sont comptabilisées sous Actifs dérivés dans l'état consolidé de la situation financière. Les justes valeurs des passifs sont comptabilisées sous Créditeurs et autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière. La juste valeur des produits dérivés cotés en bourse est évaluée en fonction de données d'entrée de niveau 1. L'évaluation des contrats de change à terme repose principalement sur le montant nominal du contrat, la différence entre le taux du contrat et le taux du marché à terme pour la même devise, les taux d'intérêt et les écarts de crédit. Les contrats pour lesquels les écarts de crédit sont observables et fiables ou pour lesquels les données d'entrée liées au crédit sont considérées comme non importantes pour la juste valeur sont classés au niveau 2.

Pour obtenir l'analyse des risques liés aux instruments financiers auxquels la société est exposée, veuillez vous reporter à la note 28.

4. Montants d'assurance à recevoir

Aux 31 décembre	2015	2014
À recevoir des titulaires de polices	3 229 \$	3 501 \$
À recevoir des réassureurs	22 810	16 530
Frais à recevoir	18 506	18 501
Autres	3 364	3 211
Montants d'assurance à recevoir	47 909 \$	41 743 \$

La société prévoit recouvrer tous les montants dans l'année qui suit la date de clôture. Ces instruments financiers sont de nature à court terme et leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable.

5. Autres actifs

Les autres actifs se composent des éléments suivants :

Aux 31 décembre	2015	2014
Créances clients	20 803 \$	13 294 \$
Frais payés d'avance	5 454	4 626
Autres actifs	26 257 \$	17 920 \$

La société prévoit recouvrer tous les montants dans l'année qui suit la date de clôture. Ces instruments financiers sont de nature à court terme et leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

6. Immobilisations corporelles

	Terrains	Immeubles	Mobilier et matériel	Améliorations locatives	Total
Coût					
Au 1 ^{er} janvier 2014	2 318 \$	12 873 \$	21 862 \$	6 629 \$	43 682 \$
Entrées	—	74	3 045	(288)	2 831
Sorties	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2014	2 318	12 947	24 907	6 341	46 513
Entrées	—	91	5 899	56	6 046
Sorties	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015	2 318 \$	13 038 \$	30 806 \$	6 397 \$	52 559 \$
Amortissement					
Au 1 ^{er} janvier 2014	—	(2 388) \$	(14 935) \$	(4 316) \$	(21 639) \$
Dotations pour l'exercice	—	(524)	(2 385)	(840)	(3 749)
Sorties	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2014	—	(2 912)	(17 320)	(5 156)	(25 388)
Dotations pour l'exercice	—	(498)	(2 205)	(557)	(3 260)
Sorties	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2015	— \$	(3 410) \$	(19 525) \$	(5 713) \$	(28 648) \$
Valeur comptable					
31 décembre 2014	2 318 \$	10 035 \$	7 587 \$	1 185 \$	21 125 \$
31 décembre 2015	2 318 \$	9 628 \$	11 281 \$	684 \$	23 911 \$

La société n'a comptabilisé aucune réduction de valeur d'actifs en 2015 ou en 2014.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

7. Immobilisations incorporelles

	Immobilisations incorporelles
Coût	
Au 1 ^{er} janvier 2014	42 851 \$
Entrées	1 486
Sorties	—
Au 31 décembre 2014	44 337
Entrées	5 502
Sorties	—
Au 31 décembre 2015	49 839 \$
Amortissement	
Au 1 ^{er} janvier 2014	(38 534) \$
Dotations pour l'exercice	(971)
Sorties	—
Au 31 décembre 2014	(39 505)
Dotations pour l'exercice	(1 109)
Sorties	—
Au 31 décembre 2015	(40 614) \$
Valeur comptable	
31 décembre 2014	4 832 \$
31 décembre 2015	9 225 \$

Le total des dépenses de recherche et de développement passées en charges pour l'exercice 2015 est de 2 218 \$ (3 658 \$ en 2014).

La société n'a comptabilisé aucune réduction de valeur d'actifs en 2015 ou en 2014.

8. Fonds distincts

(a) Le tableau ci-dessous présente les actifs des fonds distincts regroupés par catégorie d'actifs :

Aux 31 décembre	2015	2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	301 764 \$	162 646 \$
Placements à court terme	151 203	152 395
Obligations	1 528 873	1 567 578
Actions ordinaires	5 362 003	5 067 181
Autres actifs	59 085	24 977
	7 402 928	6 974 777
Moins les fonds distincts détenus dans les placements du fonds général	(35 105)	(26 302)
Total	7 367 823 \$	6 948 475 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

(b) Le tableau ci-dessous présente les placements des fonds distincts évalués sur une base récurrente à la juste valeur classés selon la hiérarchie des justes valeurs :

Aux 31 décembre	2015			2014		
	Niveau 1	Niveau 2	Total	Niveau 1	Niveau 2	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 827 \$	258 937 \$	301 764 \$	26 829 \$	135 817 \$	162 646 \$
Placements à court terme	—	151 203	151 203	—	152 395	152 395
Obligations	—	1 528 873	1 528 873	—	1 567 578	1 567 578
Actions ordinaires et privilégiées	5 362 003	—	5 362 003	5 067 181	—	5 067 181
Total	5 404 830 \$	1 939 013 \$	7 343 843 \$	5 094 010 \$	1 855 790 \$	6 949 800 \$

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1 et 2, ni aucun placement de niveau 3 durant les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2014.

(c) Le tableau ci-dessous présente la variation des actifs des fonds distincts :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Actifs de fonds distincts - au début de l'exercice	6 948 475 \$	5 954 508 \$
Ajouts aux fonds distincts :		
Montants reçus des titulaires de polices	1 521 736	1 650 775
Intérêts	63 259	57 360
Dividendes	130 732	123 868
Autres produits	32 306	29 743
Profits nets réalisés à la cession de placements	412 110	481 448
Augmentation nette latente de la juste valeur des placements	—	34 206
	2 160 143	2 377 400
Déductions des fonds distincts :		
Montants retirés ou transférés par les titulaires de polices	1 245 387	1 242 284
Diminution nette latente de la juste valeur des placements	262 012	—
Frais de gestion et autres charges opérationnelles	224 593	203 259
	1 731 992	1 445 543
Variation nette des fonds distincts détenus dans les placements du fonds général	(8 803)	62 110
Actifs de fonds distincts - à la fin de l'exercice	7 367 823 \$	6 948 475 \$

(d) Exposition de l'Empire Vie au risque lié à ses garanties sur les fonds distincts

Les produits de fonds distincts établis par l'Empire Vie comportent des garanties à l'échéance et au décès ainsi que des garanties de retrait. La fluctuation des cours a une incidence sur les passifs estimés de l'Empire Vie pour satisfaire ces garanties. L'incidence de la fluctuation des cours parmi les fonds distincts sur le résultat net attribuable aux actionnaires est présentée sous Gestion du risque, à la note 28 a (1).

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

9. Montants d'assurance à payer

Aux 31 décembre	2015	2014
Règlements à payer	38 159 \$	27 771 \$
À payer aux agents	11 297	11 936
Primes payées à l'avance	2 267	2 456
À payer aux réassureurs	11 707	10 804
Autres	13 907	20 743
Montants d'assurance à payer	77 337 \$	73 710 \$

Sur le montant total ci-dessus, la société prévoit régler 1 305 \$ (1 280 \$ en 2014) un an ou plus après la date de clôture. La plupart de ces instruments financiers sont de nature à court terme et leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable.

10. Passifs des contrats d'assurance et actifs/passifs de réassurance

(a) Nature et composition des passifs des contrats d'assurance et de la réassurance connexe

Les passifs des contrats d'assurance comprennent les contrats d'assurance vie, d'assurance maladie et de rente avec ou sans participation.

Les modifications dans les hypothèses actuarielles sont basées sur les résultats techniques nouveaux et sur leur évolution, eu égard aux principaux facteurs touchant les estimations des flux de trésorerie futurs et compte tenu des prévisions économiques de rendement des placements, des études du secteur et des exigences de l'ICA et du BSIF.

Les passifs des contrats d'assurance correspondent aux montants qui, une fois ajoutés aux primes et aux revenus de placement estimatifs futurs, suffiront à couvrir les prestations, les participations, les charges et les impôts estimatifs à venir découlant des polices en vigueur. Les passifs des contrats d'assurance sont calculés selon les pratiques actuarielles reconnues, en fonction des normes établies par l'ICA et des exigences du BSIF.

La société réassure les risques excédentaires auprès de réassureurs canadiens réglementés. Les actifs et passifs de réassurance sont calculés à la fois en fonction des primes que la société prévoit verser en vertu des ententes de réassurance pour toute la durée des contrats d'assurance qu'elle doit honorer et des règlements d'assurance que la société prévoit recevoir lorsqu'un événement assuré en vertu de ces contrats d'assurance se produit. La situation de passif d'une partie de la réassurance est attribuable à l'excédent des primes futures payables sur le bénéfice prévu de la réassurance. Cette variation des passifs de réassurance est principalement attribuable à la révision des hypothèses de la société en matière de mortalité, ce qui diminue la valeur actuelle des règlements d'assurance que la société prévoit recevoir des réassureurs. La société conclut des traités de réassurance seulement avec des réassureurs qui ont obtenu une cote de crédit indépendante de « A- » ou mieux d'A.M. Best.

Les opérations de réassurance ne libèrent aucunement l'assureur initial de son obligation première envers les titulaires de polices.

La société exerce ses activités au Canada dans la plupart des secteurs de l'assurance vie et des rentes; elle n'exerce aucune activité sur les marchés étrangers. Le tableau ci-dessous présente la concentration des passifs des contrats d'assurance et des actifs (passifs) de réassurance connexes regroupés par type de contrat.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Concentration des passifs des contrats d'assurance et des actifs (passifs) de réassurance

Aux 31 décembre	2015			2014		
	Passif brut des contrats d'assurance	Actifs (passifs) de réassurance	Valeur nette	Passif brut des contrats d'assurance	Actifs (passifs) de réassurance	Valeur nette
Assurance individuelle avec participation						
assurance vie	547 978 \$	(2 111) \$	545 867 \$	523 424 \$	2 667 \$	526 091 \$
rentes	192	—	192	292	—	292
Assurance individuelle sans participation						
assurance vie	3 011 228	623 305	3 634 533	2 842 061	584 900	3 426 961
rentes	908 073	(12 439)	895 634	1 009 782	(14 617)	995 165
assurance maladie	154 455	(9 274)	145 181	141 503	(9 715)	131 788
Assurance collective sans participation						
assurance vie	21 564	(626)	20 938	22 194	(568)	21 626
rentes	56 398	—	56 398	61 490	—	61 490
assurance maladie	194 029	(68 029)	126 000	202 641	(72 092)	130 549
Coûts d'acquisition différés des fonds distincts	(95 234)	—	(95 234)	(89 925)	—	(89 925)
Total	4 798 683 \$	530 826 \$	5 329 509 \$	4 713 462 \$	490 575 \$	5 204 037 \$

La société prévoit payer 4 710 118 \$ (4 563 763 \$ en 2014) en passifs de contrats d'assurance et 529 604 \$ (492 065 \$ en 2014) en passifs de réassurance un an ou plus après la date de clôture. La société prévoit régler le solde dans l'année qui suit la date de clôture.

Les coûts d'acquisition différés des fonds distincts suivants sont inclus dans les passifs des contrats d'assurance :

	2015	2014
Coûts d'acquisition différés des fonds distincts - au début de l'exercice	89 925 \$	77 489 \$
Différés au cours de l'exercice	38 551	40 992
Amortis au cours de l'exercice	(33 242)	(28 556)
Coûts d'acquisition différés des fonds distincts - à la fin de l'exercice	95 234 \$	89 925 \$

Sur le montant ci-dessus, la société prévoit amortir 37 876 \$ (36 364 \$ en 2014) au cours de l'exercice à venir.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

(b) Variation des passifs des contrats d'assurance et des actifs (passifs) de réassurance

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015			2014		
	Passif brut des contrats d'assurance	Actifs (passifs) de réassurance	Valeur nette	Passif brut des contrats d'assurance	Actifs (passifs) de réassurance	Valeur nette
Solde - au début de l'exercice	4 713 462 \$	490 575 \$	5 204 037 \$	4 175 238 \$	284 627 \$	4 459 865 \$
Modifications des hypothèses et des méthodes						
amélioration des résultats techniques en matière de mortalité/morbidité	(45 126)	36 149	(8 977)	(141 617)	113 471	(28 146)
mises à jour de l'hypothèse de déchéance	67 282	8 364	75 646	77 408	40 400	117 808
mise à jour de l'hypothèse de rendement des placements	(37 843)	(10 160)	(48 003)	(88 465)	(4 607)	(93 072)
améliorations apportées aux modèles	—	—	—	(5 882)	257	(5 625)
autres changements	8 599	(1 250)	7 349	(16 331)	18 442	2 111
Changements normaux						
nouvelles affaires	77 241	(10 535)	66 706	125 003	1 731	126 734
affaires en vigueur	15 068	17 683	32 751	588 108	36 254	624 362
Solde - à la fin de l'exercice	4 798 683 \$	530 826 \$	5 329 509 \$	4 713 462 \$	490 575 \$	5 204 037 \$

Les changements liés aux méthodes ou aux hypothèses indiqués dans les tableaux ci-dessus sont décrits plus en détail ci-après :

Les modifications des résultats techniques en matière de mortalité/morbidité en 2015 sont principalement attribuables aux résultats de mortalité favorables dans le secteur de l'assurance vie individuelle.

Les modifications des résultats techniques en matière de mortalité/morbidité en 2014 sont principalement attribuables aux résultats de mortalité favorables dans le secteur de l'assurance vie individuelle. De plus, des améliorations apportées à l'étude de la mortalité ont permis de refléter les résultats de mortalité pour des polices à capital assuré plus élevé et des polices d'assurance temporaire renouvelable.

Les améliorations apportées aux hypothèses de déchéance en 2015 sont principalement attribuables à une mise à jour des hypothèses de déchéance ultimes pour l'assurance temporaire 100 ans (T100) et l'assurance vie universelle à coût d'assurance nivelé de l'Empire Vie. Ces améliorations visent à prendre en compte les documents de recherche de l'ICA sur les résultats techniques au chapitre de la déchéance en vertu de polices d'assurance temporaire 100 ans et les résultats techniques au chapitre de la déchéance en vertu de polices d'assurance vie universelle à coût d'assurance nivelé publiés en septembre 2015. Ces améliorations ont été partiellement contrebalancées par une mise à jour des marges de taux de déchéances afin de refléter des résultats techniques de la société et du secteur plus crédibles.

Les améliorations apportées aux hypothèses de déchéance en 2014 sont principalement attribuables aux résultats techniques les plus récents au chapitre des taux de déchéance des produits d'assurance vie universelle TRA 85 et des produits SécuriMax de l'Empire Vie, de même que les mises à jour régulières sur d'autres produits d'assurance vie individuelle de l'Empire Vie.

La mise à jour des hypothèses de rendement des placements en 2015 est principalement attribuable à l'amélioration du montant projeté des capitaux propres appariés aux passifs d'assurance vie individuelle. Par ailleurs, plusieurs améliorations ont été apportées au modèle de la MCAB pour les hypothèses de réinvestissement futur.

La mise à jour des hypothèses de rendement des placements en 2014 est principalement attribuable à la révision des normes actuarielles canadiennes en vigueur depuis le 15 octobre 2014. Par ailleurs, plusieurs améliorations ont été apportées au modèle de la MCAB pour les hypothèses de réinvestissement futur.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Aucune amélioration n'a été apportée au modèle en 2015.

Les améliorations apportées au modèle en 2014 sont liées à l'amélioration des modèles d'évaluation pour la garantie d'exonération des primes d'assurance des affaires d'assurance collective.

Les autres modifications apportées en 2015 sont liées aux coûts unitaires moins élevés, lesquels ont été contrebalancés par les améliorations apportées à la composition de fonds cible des polices d'assurance vie et d'autres modifications mineures apportées aux hypothèses et aux méthodologies.

Les autres modifications apportées en 2014 sont liées aux coûts unitaires moins élevés qui découlent des améliorations apportées aux études des charges, lesquels ont été contrebalancés par les améliorations apportées à la modélisation des primes de réassurance non acquises et d'autres modifications mineures apportées aux hypothèses et aux méthodologies.

Les variations normales des passifs des nouvelles affaires reflètent principalement les nouveaux dépôts dans le secteur des rentes, lesquels sont contrebalancés par les provisions négatives calculées pour les nouvelles affaires dans l'assurance vie individuelle.

L'augmentation des variations normales des passifs des contrats en vigueur en 2015 découle principalement de passifs arrivant à échéance. D'autres variations normales des passifs des contrats en vigueur sont attribuables aux baisses des taux d'intérêt et aux gains et aux pertes actuariels liés à la mortalité et à la déchéance.

La variation des affaires en vigueur en 2014 est principalement attribuable à la fluctuation de la juste valeur des passifs en raison d'une diminution des taux d'intérêt.

(c) Composition des actifs appariés aux passifs des contrats d'assurance, de rente et de placement et aux capitaux propres

	Au 31 décembre 2015				
	Passifs d'assurance	Passifs de rente	Passifs de placement	Capitaux propres et autres passifs	Total
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme	62 748 \$	20 676 \$	245 \$	149 753 \$	233 422 \$
Obligations	3 518 901	480 695	5 700	1 188 143	5 193 439
Prêts hypothécaires	46 811	239 569	2 841	—	289 221
Actions privilégiées	23 853	168 825	2 002	—	194 680
Actions ordinaires	739 948	—	—	61 830	801 778
Actifs dérivés	1 144	—	—	13 505	14 649
Avances sur polices	46 925	—	—	—	46 925
Prêts sur polices	318	33 444	397	50 762	84 921
Autres	23 754	4 731	56	108 145	136 686
Total	4 464 402 \$	947 940 \$	11 241 \$	1 572 138 \$	6 995 721 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

	Au 31 décembre 2014				
	Passifs d'assurance	Passifs de rente	Passifs de placement	Capitaux propres et autres passifs	Total
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme	122 349 \$	3 919 \$	43 \$	139 683 \$	265 994 \$
Obligations	3 318 781	578 019	6 393	1 054 893	4 958 086
Prêts hypothécaires	56 852	263 352	2 913	—	323 117
Actions privilégiées	29 963	164 398	1 818	—	196 179
Actions ordinaires	728 034	—	—	61 481	789 515
Actifs dérivés	1 453	—	—	1 922	3 375
Avances sur polices	46 434	—	—	—	46 434
Prêts sur polices	296	35 925	397	50 080	86 698
Autres	13 970	5 579	62	91 057	110 668
Total	4 318 132 \$	1 051 192 \$	11 626 \$	1 399 116 \$	6 780 066 \$

Les provisions constituées pour les pertes futures prévues de principal et d'intérêts sur les placements et inscrites à titre de composante des passifs d'assurance s'élèvent à 163 500 \$ (169 800 \$ en 2014).

(d) Juste valeur des passifs des contrats d'assurance et de placement et actifs/passifs de réassurance
En l'absence d'un marché actif pour la vente des passifs des contrats d'assurance et de placement et des actifs/passifs de réassurance, les valeurs déterminées par les calculs actuariels offrent une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les passifs des contrats de placement sont des rentes certaines à durée relativement courte.

(e) Actifs liquides

La société définit les actifs liquides comme des placements de grande qualité négociables qui peuvent être liquidés rapidement, au besoin, ce qui signifie qu'il existe un marché actif et des cours observables pour ces placements. La valeur des actifs liquides est calculée en fonction de leur juste valeur au 31 décembre.

La société définit les demandes de liquidités ou les obligations payables à vue comme ses obligations envers les titulaires de polices qu'elle pourrait devoir remplir dans l'immédiat à la discrétion du titulaire de police. Plus particulièrement, les demandes de liquidités comprennent les valeurs de rachat des produits d'assurance vie entière ainsi que les valeurs courantes cumulées des produits de rente. Ces montants sont bruts de tous frais de rachat ou de tout rajustement selon la valeur de marché permis en vertu des modalités des contrats. Les obligations payables à vue sont déterminées selon le montant qui serait nécessaire si la société devait remplir simultanément ses obligations envers tous ses titulaires de polices et ne peuvent être comparées facilement aux passifs des contrats d'assurance, qui sont calculés selon les hypothèses actuarielles liées aux déchéances ainsi qu'à d'autres facteurs ayant une incidence à la baisse.

La société maintient un niveau élevé d'actifs liquides afin de s'assurer de pouvoir remplir rapidement ses demandes de liquidités. Les actifs liquides de la société sont les suivants :

Aux 31 décembre	2015	2014
Actifs :		
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements à court terme	233 422 \$	265 994 \$
Obligations fédérales et provinciales canadiennes	3 136 487	2 869 167
Autres obligations et actions facilement négociables	2 459 446	2 514 664
Total des actifs liquides	5 829 355 \$	5 649 825 \$
Passifs :		
Obligations payables à vue avec valeur fixe	586 695 \$	548 289 \$
Obligations payables à vue avec rajustements selon la valeur de marché	1 099 332	1 125 761
Total des besoins de liquidités	1 686 027 \$	1 674 050 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

11. Créiteurs et autres passifs

Les créiteurs et les autres passifs se composent des éléments suivants :

Aux 31 décembre	2015	2014
Créiteurs	21 905 \$	23 574 \$
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi (note 12)	23 685	17 560
Intérêts courus sur la dette subordonnée	767	767
Passifs dérivés (note 3d)	376	1 338
Autres	12 412	14 120
Créiteurs et autres passifs	59 145 \$	57 359 \$

Sur le montant ci-dessus, la société prévoit régler 23 685 \$ (17 560 \$ en 2014) un an ou plus après la date de clôture des états consolidés de la situation financière. En l'absence d'un marché actif pour les passifs liés aux avantages postérieurs à l'emploi, les valeurs déterminées par calculs actuariels offrent une estimation raisonnable de la juste valeur. Les passifs dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur, tel qu'il est indiqué dans le note 3 d). Tous les autres montants sont de nature à court terme et leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable.

12. Régimes d'avantages du personnel

La société fournit des régimes de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi aux employés qui y sont admissibles. Le régime de retraite du personnel de L'Empire, Compagnie d'Assurance-Vie (le régime) combine une composante à prestations définies et une composante à cotisations définies. La société n'accepte plus de nouvelle adhésion à la composante à prestations définies depuis le 1^{er} octobre 2011. La société a des ententes complémentaires qui fournissent des prestations de retraite définies au-delà des limites réglementaires. En plus des prestations de retraite, la société fournit également des garanties d'assurance maladie et d'assurance dentaire ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés et aux retraités admissibles.

La composante à prestations définies du régime est un régime de retraite derniers salaires, qui fournit des prestations aux participants sous forme de rente garantie payable la vie durant. Le niveau des prestations fournies dépend de l'âge du membre du personnel, de la durée de son service et de son salaire des dernières années qui précèdent sa retraite. La société n'accorde généralement pas d'augmentations pour tenir compte de l'inflation une fois qu'elle a commencé à servir les rentes. Par le passé, la société a toutefois accordé des augmentations ponctuelles à ses rentes dans la composante à prestations définies. Les augmentations sont accordées à la discrétion du conseil d'administration. Les prestations de retraite proviennent de fonds administrés par un fiduciaire.

Le régime de retraite du personnel de la société est régi par la *Loi sur les régimes de retraite de la province de l'Ontario*, telle que modifiée, qui exige que le promoteur du régime finance les prestations définies, telles qu'elles sont déterminées en vertu du régime. Le régime de retraite complémentaire du personnel de la société est régi par les dispositions du régime, qui exige que le promoteur du régime finance les prestations définies, telles qu'elles sont déterminées en vertu du régime. Le montant des cotisations de la société à ces régimes de retraite à prestations définies est déterminé par une évaluation actuarielle des régimes.

Au titre de la composante à cotisations définies, les cotisations sont versées conformément aux dispositions du régime.

Un comité de retraite, composé de membres spécifiques de la direction de la société et de sa société mère, E-L Financial Corporation, supervise le régime de retraite de la société. Le comité de retraite fait rapport au comité des ressources humaines du conseil d'administration trois fois par année. Le comité d'audit du conseil d'administration approuve les états financiers annuels audités du régime de retraite.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

L'autre régime d'avantages postérieurs à l'emploi fournit des garanties d'assurance maladie et d'assurance dentaire et d'autres prestations définies postérieures à l'emploi aux employés et aux retraités admissibles. Il est non capitalisé et la société remplit ses obligations de paiement des prestations à mesure qu'elles viennent à échéance.

En l'absence d'un marché actif pour les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les valeurs déterminées par calculs actuariels offrent une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les actifs des régimes sont comptabilisés à la juste valeur.

Les tableaux suivants présentent l'information financière relative aux régimes à prestations définies de la société.

Aux 31 décembre	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2015	2014	2015	2014
Valeur actualisée de l'obligation	209 311 \$	192 948 \$	9 684 \$	10 531 \$
Juste valeur des actifs des régimes	195 310	185 919	—	—
Actifs (passifs) au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(14 001) \$	(7 029) \$	(9 684) \$	(10 531) \$

Les actifs (passifs) au titre des avantages postérieurs à l'emploi, déduction faite de l'incidence cumulative du plafond des actifs, sont compris dans l'état consolidé de la situation financière au poste Crédeurs et autres passifs (note 11).

La variation annuelle de la valeur actualisée des obligations à prestations définies est la suivante :

Aux 31 décembre	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2015	2014	2015	2014
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies - au début de l'exercice	192 948 \$	177 592 \$	10 531 \$	10 017 \$
Coût des services rendus	6 817	5 965	29	47
Coût des services antérieurs	—	236	—	—
Charges d'intérêts	8 038	8 317	400	468
Diminution (augmentation) du résultat net avant impôts	14 855	14 518	429	515
Réévaluations				
(Gain) perte découlant de la variation des hypothèses démographiques	—	(2 354)	(2 133)	(500)
(Gain) perte découlant de la variation des hypothèses financières	(5 873)	20 545	(177)	1 000
(Gain actuariel) perte actuarielle découlant des résultats techniques	12 992	(10 638)	1 384	(181)
Diminution (augmentation) des autres éléments du résultat global avant impôts	7 119	7 553	(926)	319
Cotisations des employés	1 823	1 929	—	—
Prestations versées	(7 434)	(8 644)	(350)	(320)
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies - à la fin de l'exercice	209 311 \$	192 948 \$	9 684 \$	10 531 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

La variation annuelle de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies est la suivante :

Aux 31 décembre	Régimes de retraite	
	2015	2014
Juste valeur des actifs des régimes à prestations définies - au début de l'exercice	185 919 \$	169 292 \$
Revenu d'intérêts	7 355	8 082
Frais d'administration	(682)	(635)
Augmentation (diminution) du résultat net avant impôts	6 673	7 447
Réévaluations		
Rendement des actifs des régimes, excluant les montants compris dans le revenu d'intérêts	2 083	12 201
Gain (perte) découlant de la variation des hypothèses démographiques	—	—
Gain (perte) découlant de la variation des hypothèses financières	—	—
Gain actuariel (perte actuarielle) découlant des résultats techniques	—	—
Variation de l'effet du plafond des actifs	—	—
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global avant impôts	2 083	12 201
Cotisations de l'employeur	6 246	3 694
Cotisations des employés	1 823	1 929
Prestations versées	(7 434)	(8 644)
Juste valeur des actifs des régimes à prestations définies - à la fin de l'exercice	195 310 \$	185 919 \$

Le rendement réel des actifs des régimes à prestations définies, déduction faite des frais d'administration, pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 correspond à un gain de 8 756 \$ (gain de 19 648 \$ en 2014).

Le tableau suivant résume les activités liées aux produits, aux charges et aux réévaluations des régimes à prestations définies de la société :

Pour les exercices clos les 31 décembre	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2015	2014	2015	2014
Charges opérationnelles				
Coût des services rendus	6 817 \$	5 965 \$	29 \$	47 \$
Coût des services antérieurs	—	236	—	—
Charges d'intérêts	8 038	8 317	400	468
Revenu d'intérêts sur les actifs des régimes	(7 355)	(8 082)	—	—
Frais d'administration	682	635	—	—
Diminution (augmentation) du résultat net avant impôts	8 182 \$	7 071 \$	429 \$	515 \$
Réévaluations				
Rendement des actifs des régimes, excluant les montants compris dans le revenu d'intérêts	(2 083) \$	(12 201) \$	— \$	— \$
(Gain) perte découlant de la variation des hypothèses démographiques	—	(2 354)	(2 133)	(500)
(Gain) perte découlant de la variation des hypothèses financières	(5 873)	20 545	(177)	1 000
(Gain actuariel) perte actuarielle découlant des résultats techniques	12 992	(10 638)	1 384	(181)
Variation de l'effet du plafond des actifs	—	—	—	—
Diminution (augmentation) des autres éléments du résultat global avant impôts (note 18 d)	5 036 \$	(4 648) \$	(926) \$	319 \$

La charge relative aux régimes à prestations définies est comptabilisée au poste des charges opérationnelles. Les réévaluations des régimes à prestations définies sont constatées dans les autres éléments du résultat global. Les charges opérationnelles comprennent également 823 \$ (670 \$ en 2014) des cotisations de l'employeur liées à la composante à cotisations définies du régime.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations définies de la société (y compris celles de l'employeur et des employés) pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont d'environ 5 112 \$.

Les actifs du régime sont principalement investis dans les fonds distincts et les fonds communs de placement de la société. Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs sous-jacents des fonds et autres placements :

Aux 31 décembre	2015		2014	
Actions				
Actions canadiennes				
Biens de consommation cyclique	3 535 \$	2 %	4 006 \$	2 %
Biens de consommation de base	6 301	3 %	8 504	5 %
Énergie	6 988	3 %	13 169	7 %
Services financiers	18 863	9 %	23 096	12 %
Secteur industriel	7 677	4 %	9 202	5 %
Technologies de l'information	5 876	3 %	7 251	4 %
Matières premières	1 057	1 %	682	— %
Services de télécommunications	5 088	3 %	3 188	2 %
Services publics	1 399	1 %	2 218	1 %
Total des actions canadiennes	56 784	29 %	71 316	38 %
Actions étrangères	56 411	29 %	39 064	21 %
Total des actions	113 195	58 %	110 380	59 %
Titres de créance				
Gouvernement du Canada	10 336	5 %	6 469	3 %
Gouvernements provinciaux	15 459	8 %	14 520	8 %
Gouvernements municipaux	1 167	1 %	1 920	1 %
Sociétés canadiennes	32 778	17 %	33 213	18 %
Total des titres de créance	59 740	31 %	56 122	30 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie, produits à recevoir	5 512	3 %	5 261	3 %
Fonds communs de placement	8 177	4 %	7 296	4 %
Autres	8 686	4 %	6 860	4 %
Total de la juste valeur des actifs	195 310 \$	100 %	185 919 \$	100 %

La juste valeur est déterminée selon les données du niveau 1 pour les actions et du niveau 2 pour les titres de créance.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

La société a utilisé les hypothèses moyennes pondérées suivantes dans ses calculs actuariels :

Aux 31 décembre	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	2015	2014	2015	2014
Obligation au titre des prestations définies aux 31 décembre :				
Taux d'actualisation - obligation au titre des prestations définies	4,2 %	4,0 %	4,0 %	3,9 %
Hypothèse d'inflation	2,0 %	2,0 %	s. o.	s. o.
Taux de croissance de la rémunération	3,5 %	3,5 %	s. o.	s. o.
Augmentations futures des prestations	3,0 %	3,0 %	s. o.	s. o.
Taux tendanciels hypothétiques du coût des soins de santé aux 31 décembre :				
Taux tendanciel initial du coût des soins de santé	s. o.	s. o.	7,5 %	7,8 %
Seuil de diminution des taux tendanciels	s. o.	s. o.	4,5 %	4,5 %
Année d'atteinte du taux tendanciel ultime du coût des soins de santé	s. o.	s. o.	2026	2026

Les hypothèses de mortalité (en nombre d'années) utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies et le coût net des prestations au titre des régimes de retraite à prestations définies sont les suivantes :

Aux 31 décembre	2015	2014
Hommes âgés de 65 ans à la date d'évaluation	21,57	21,49
Femmes âgées de 65 ans à la date d'évaluation	24,02	23,96
Hommes âgés de 40 ans à la date d'évaluation	22,93	22,88
Femmes âgées de 40 ans à la date d'évaluation	25,22	25,18

Le tableau suivant présente la sensibilité des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi aux variations des principales hypothèses actuarielles. Pour chaque test de sensibilité, le tableau présente l'incidence de la variation raisonnablement possible d'un seul facteur, toutes les autres hypothèses demeurant inchangées. En pratique, il est peu probable que ceci se produise, et les variations de certaines hypothèses peuvent être corrélées. La société utilise la même méthode pour calculer la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux principales hypothèses actuarielles que celle qu'elle utilise pour calculer l'obligation au titre des prestations postérieures à l'emploi comptabilisée dans les états consolidés de la situation financière.

Au 31 décembre 2015	Variation de l'hypothèse	Effet sur les régimes de retraite		Effet sur les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
		Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation	1 %	(24 832)	33 832	(969)	1 171
Taux de croissance de la rémunération	1 %	10 444	(9 080)	s. o.	s. o.
Augmentation du coût des soins de santé	1 %	s. o.	s. o.	1 110	(955)
Taux de réclamation	10 %	s. o.	s. o.	894	(895)
Espérance de vie	1 an	4 565	(4 690)	414	(407)

Au 31 décembre 2014	Variation de l'hypothèse	Effet sur les régimes de retraite		Effet sur les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
		Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation	1 %	(22 545)	31 159	(1 337)	1 640
Taux de croissance de la rémunération	1 %	9 593	(8 327)	s. o.	s. o.
Augmentation du coût des soins de santé	1 %	s. o.	s. o.	1 505	(1 255)
Taux de réclamation	10 %	s. o.	s. o.	998	(998)
Espérance de vie	1 an	4 216	(4 330)	503	(491)

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les durées moyennes pondérées, en nombre d'années, des obligations au titre des prestations définies sont les suivantes :

Aux 31 décembre	2015	2014
Régime de retraite du personnel	14	14
Régime de retraite complémentaire du personnel	11	11
Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	15	15

Risques

La société est exposée à un certain nombre de risques par l'entremise de son régime de retraite à prestations définies et de ses autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Les principaux risques auxquels elle est exposée sont présentés ci-dessous :

Volatilité des actifs

Les obligations des régimes sont calculées au moyen d'un taux d'actualisation déterminé en fonction du rendement des obligations de sociétés; si les actifs des régimes obtiennent un rendement inférieur à ce rendement, les actifs accusent un déficit. Le régime de retraite comprend une proportion considérable d'actions, qui devraient obtenir à long terme un rendement supérieur à celui des obligations de sociétés, tout en exposant la société à de la volatilité et à des risques à court terme.

Les tableaux suivants présentent l'incidence potentielle sur les autres éléments du résultat global d'une variation des marchés boursiers mondiaux sur les actifs du régime de retraite de la société. La société considère une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers comme une variation raisonnablement possible des marchés boursiers. Elle mentionne également l'incidence d'une hausse ou d'une baisse de 20 % sur sa sensibilité aux marchés boursiers.

Au 31 décembre 2015				
	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 20 %	Baisse de 20 %
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	8 641 \$	(8 641) \$	17 281 \$	(17 281) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	410 \$	(410) \$	820 \$	(820) \$

Au 31 décembre 2014				
	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 20 %	Baisse de 20 %
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	8 460 \$	(8 460) \$	16 919 \$	(16 919) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	404 \$	(404) \$	808 \$	(808) \$

Les tableaux suivants présentent l'incidence potentielle sur les autres éléments du résultat global d'une variation des taux d'intérêt sur les actifs du régime de retraite de la société.

Au 31 décembre 2015				
	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	(1 576) \$	1 731 \$	(2 993) \$	3 620 \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	(75) \$	82 \$	(142) \$	172 \$

Au 31 décembre 2014				
	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	(1 346) \$	1 500 \$	(2 538) \$	3 154 \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	(64) \$	72 \$	(121) \$	151 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Variation du rendement des obligations

Une baisse du rendement des obligations de sociétés augmentera les obligations au titre des régimes, bien que cette baisse sera partiellement compensée par une hausse de la valeur du portefeuille d'obligations des régimes.

Espérance de vie

La majorité des obligations au titre des régimes ont pour objet de fournir des prestations du vivant des participants; ainsi, une hausse de l'espérance de vie entraînera une hausse des obligations au titre des régimes.

Le comité de retraite s'assure que les positions de placement des régimes capitalisés sont gérées conformément à la philosophie de placement énoncée dans la politique de placement approuvée par le comité des ressources humaines du conseil d'administration. La philosophie fondamentale est d'obtenir un rendement suffisamment élevé sur les placements à long terme sans mettre en péril le niveau de sécurité des prestations des participants et sans ajouter une trop grande volatilité aux charges futures de la société. L'objectif de la société est d'apparier des actifs aux obligations de retraite en investissant dans des actions et des titres à taux fixe. La société surveille l'adéquation de la durée et du rendement prévu des placements aux sorties de trésorerie prévues découlant des obligations de retraite. La société utilise le même processus de gestion des risques pour le régime que celui des périodes précédentes. Les placements sont bien diversifiés, de sorte que le défaut d'un placement en particulier n'aurait pas d'effet significatif sur le niveau global des actifs. Le régime investit principalement dans des actions et des obligations canadiennes en acquérant des unités dans les fonds distincts et des parts dans les fonds communs de placement de l'Empire Vie. La société est d'avis que les actions offrent les meilleurs rendements à long terme moyennant un niveau de risque acceptable.

La dernière évaluation triennale du régime de retraite du personnel a eu lieu en août 2014 pour la période close le 31 décembre 2013. La prochaine évaluation triennale sera effectuée pour la période close le 31 décembre 2016.

13. Dette subordonnée

Le 31 mai 2013, la société a émis une débenture subordonnée non garantie d'un montant en principal de 300 000 \$, dont la date d'échéance est le 31 mai 2023. Le taux d'intérêt du 31 mai 2013 au 31 mai 2018 est de 2,870 %, et le taux d'intérêt pour la période allant du 31 mai 2018 au 31 mai 2023 correspondra au taux CDOR (Canadian Deposit Offered Rate) sur trois mois majoré de 1,05 %. L'intérêt est payable sur une base semestrielle, aux 31 mai et aux 30 novembre, jusqu'au 31 mai 2018, puis sur une base trimestrielle par la suite, avec un premier versement le 31 août 2018. La société peut exiger le rachat de l'émission en tout temps sous réserve de l'approbation du BSIF. Le détenteur n'a aucun droit de rachat.

Le 20 mai 2009, la société a émis une débenture subordonnée non garantie d'un montant en principal de 200 000 \$, dont la date d'échéance est le 20 mai 2019. Le taux d'intérêt du 20 mai 2009 au 20 mai 2014 est de 6,73 %, et le taux d'intérêt pour la période allant du 20 mai 2014 au 20 mai 2019 correspondra au taux CDOR (Canadian Deposit Offered Rate) sur trois mois majoré de 5,75 %. L'intérêt est payable sur une base semestrielle, aux 20 mai et aux 20 novembre, jusqu'au 20 mai 2014, puis sur une base trimestrielle par la suite, avec un premier versement le 20 août 2014. La société a racheté ces débentures au pair le 20 mai 2014.

La dette est subordonnée en droit de remboursement à la totalité des passifs des contrats d'assurance et à toute dette de premier rang de la société.

La juste valeur de ces débentures se chiffre à 305 244 \$ au 31 décembre 2015 (305 199 \$ en 2014), et se situe au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs. La juste valeur est fournie par un service de notation externe.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

14. Primes d'assurance

	2015			2014		
	Valeur brute	Réassurance cédée	Valeur nette	Valeur brute	Réassurance cédée	Valeur nette
Primes d'assurance vie	460 324 \$	(85 418) \$	374 906 \$	450 133 \$	(78 702) \$	371 431 \$
Primes d'assurance maladie	342 489	(26 170)	316 319	335 044	(25 093)	309 951
Total des primes d'assurance vie et maladie	802 813	(111 588)	691 225	785 177	(103 795)	681 382
Primes de rentes	144 224	(233)	143 991	186 375	(264)	186 111
Total des primes d'assurance	947 037 \$	(111 821) \$	835 216 \$	971 552 \$	(104 059) \$	867 493 \$

15. Produits tirés des frais

	2015	2014
Frais de gestion de placements, frais d'administration relatifs aux titulaires de polices et frais liés aux garanties	208 085 \$	179 537 \$
Frais de rachat et autres frais divers	8 733	7 979
Produits tirés des frais	216 818 \$	187 516 \$

16. Prestations et charges

(a) Prestations et règlements payés en vertu des contrats d'assurance

	2015			2014		
	Valeur brute	Réassurance cédée	Valeur nette	Valeur brute	Réassurance cédée	Valeur nette
Règlements d'assurance vie	207 352 \$	(67 549) \$	139 803 \$	192 165 \$	(63 289) \$	128 876 \$
Règlements d'assurance maladie	257 559	(14 528)	243 031	244 151	(14 399)	229 752
Total des règlements d'assurance vie et maladie	464 911	(82 077)	382 834	436 316	(77 688)	358 628
Prestations de rentes	262 408	(2 911)	259 497	289 903	(3 193)	286 710
Prestations et règlements payés	727 319 \$	(84 988) \$	642 331 \$	726 219 \$	(80 881) \$	645 338 \$

(b) Variation des passifs des contrats d'assurance et de la réassurance cédée

	2015			2014		
	Valeur brute	Réassurance cédée	Valeur nette	Valeur brute	Réassurance cédée	Valeur nette
Vie	193 091 \$	33 569 \$	226 660 \$	526 875 \$	213 350 \$	740 225 \$
Maladie	4 340	4 504	8 844	65 304	(8 024)	57 280
Total de l'assurance vie et maladie	197 431	38 073	235 504	592 179	205 326	797 505
Rentes	(112 210)	2 178	(110 032)	(53 955)	622	(53 333)
Variation des passifs des contrats d'assurance	85 221 \$	40 251 \$	125 472 \$	538 224 \$	205 948 \$	744 172 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

17. Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles comprennent les éléments suivants :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Charges liées aux salaires et aux avantages du personnel	83 301 \$	85 309 \$
Services professionnels	19 658	14 914
Location et entretien	11 290	10 473
Amortissement d'immobilisations corporelles et incorporelles	4 369	4 720
Autres	28 547	31 553
Total	147 165 \$	146 969 \$

Les principaux éléments des autres charges comprennent les coûts de déplacement, de publicité, de fournitures de bureau et de services.

18. Impôts

(a) Charge d'impôts

La charge d'impôts comprend des composantes d'impôts exigibles et différés, comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Charge d'impôts exigibles	26 731 \$	20 805 \$
Charge (produit) d'impôts différés lié(e) à la création et à la reprise des différences temporaires	761	9 496
Charge d'impôts	27 492 \$	30 301 \$

Durant l'exercice 2015, la société a versé des acomptes provisionnels totalisant 34 185 \$ (32 566 \$ en 2014).

(b) Écart par rapport à la charge d'impôts prévue par la loi

La charge d'impôts diffère de la charge d'impôts prévue par la loi en raison des écarts suivants :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Résultat net avant impôts	129 950 \$	137 677 \$
Charge d'impôts aux taux prévus par la loi :	34 580	36 511
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Dividendes sur actions libérés d'impôt	(7 503)	(6 494)
Divers	415	284
Charge d'impôts	27 492 \$	30 301 \$

Le taux d'imposition des sociétés en vigueur en 2015, tel qu'il s'applique à la société, se chiffre à 26,61 % (26,52 % en 2014). Les taux d'imposition futurs prévus sont comme suit :

2016	26,68 %
2017	26,65 %
2018	26,63 %
2019	26,60 %
2020	26,57 %

L'incidence des taux d'imposition futurs des sociétés est prise en compte dans le calcul de l'impôt différé.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

(c) Impôt différé

Dans certains cas, la valeur fiscale des actifs et des passifs diffère de la valeur comptable. Ces écarts donnent lieu à l'impôt différé, qui se reflète dans l'état consolidé de la situation financière. Ces écarts surviennent dans les éléments suivants :

Aux 31 décembre	2015	2014
Contrats d'assurance	(8 485) \$	(10 479) \$
Placements de portefeuille	(5 896)	(6 839)
Impôt recouvrable sur les exercices futurs	2 847	6 011
Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	6 300	4 655
Autres éléments, valeur nette	(2 676)	(1 591)
Actifs (passifs) d'impôt différé	(7 910) \$	(8 243) \$

Sur le montant total ci-dessus, un montant de 403 \$ (4 304 \$ en 2014) devrait être reçu (payé) plus d'un an après la date de clôture.

Les variations nettes du compte d'impôt différé s'établissent comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Actifs (passifs) d'impôt différé - au début de l'exercice	(8 243) \$	2 400 \$
Produit (charge) d'impôt différé		
État des résultats	(761)	(9 496)
Autres éléments du résultat global	1 094	(1 147)
Actifs (passifs) d'impôt différé - à la fin de l'exercice	(7 910) \$	(8 243) \$

(d) Impôts compris dans le cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments du résultat global est présenté net d'impôts.

Les montants d'impôts suivants sont inclus dans chaque composante du **total des autres éléments du résultat global**.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015			2014		
	Avant impôts	Charge (produit) d'impôts	Après impôts	Avant impôts	Charge (produit) d'impôts	Après impôts
Variation latente de la juste valeur des placements disponibles à la vente	5 612 \$	1 494 \$	4 118 \$	52 187 \$	13 838 \$	38 349 \$
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente reclassée en résultat net, y compris les réductions de valeur	(19 128)	(5 206)	(13 922)	(12 621)	(3 646)	(8 975)
Amortissement de la perte sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie reclassée en résultat net	—	—	—	344	111	233
Réévaluations des passifs liés aux avantages postérieurs à l'emploi (note 12)	(4 110)	(1 094)	(3 016)	4 329	1 147	3 182
Total des autres éléments du résultat global	(17 626) \$	(4 806) \$	(12 820) \$	44 239 \$	11 450 \$	32 789 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les montants d'impôts suivants sont inclus dans chaque composante des **autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires** :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015			2014		
	Avant impôts	Charge (produit) d'impôts	Après impôts	Avant impôts	Charge (produit) d'impôts	Après impôts
Variation latente de la juste valeur des placements disponibles à la vente	5 775 \$	1 537 \$	4 238 \$	45 445 \$	12 050 \$	33 395 \$
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente reclassée en résultat net, y compris les réductions de valeur	(17 762)	(4 783)	(12 979)	(6 047)	(1 755)	(4 292)
Amortissement de la perte sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie reclassée en résultat net	—	—	—	344	111	233
Réévaluations des passifs liés aux avantages postérieurs à l'emploi (note 12)	(3 919)	(1 043)	(2 876)	4 117	1 091	3 026
Quote-part des actionnaires du cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	(171)	(52)	(119)	(75)	46	(121)
Total des autres éléments du résultat global	(16 077) \$	(4 341) \$	(11 736) \$	43 784 \$	11 543 \$	32 241 \$

Les montants d'impôts suivants sont inclus dans chaque composante des **autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices** :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015			2014		
	Avant impôts	Charge (produit) d'impôts	Après impôts	Avant impôts	Charge (produit) d'impôts	Après impôts
Variation latente de la juste valeur des placements disponibles à la vente	(163) \$	(43) \$	(120) \$	6 742 \$	1 788 \$	4 954 \$
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente reclassée en résultat net, y compris les réductions de valeur	(1 366)	(423)	(943)	(6 574)	(1 891)	(4 683)
Réévaluations des passifs liés aux avantages postérieurs à l'emploi (note 12)	(191)	(51)	(140)	212	56	156
Quote-part des actionnaires du cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices (note 23)	171	52	119	75	(46)	121
Total des autres éléments du résultat global	(1 549) \$	(465) \$	(1 084) \$	455 \$	(93) \$	548 \$

19. Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le placement d'actions privilégiées annoncé le 25 janvier 2016 ne diluera pas le résultat par action, puisque les actions ne sont pas convertibles en actions ordinaires.

Le tableau ci-dessous expose les détails relatifs au calcul du résultat net et du nombre moyen pondéré d'actions servant à calculer les résultats par action :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Résultat par action - de base et dilué		
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	108 577 \$	98 706 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	985 076	985 076
Résultat par action - de base et dilué	110,22 \$	100,20 \$

20. Capital-actions

- (a) Autorisé
 Actions ordinaires : 2 000 000 d'actions sans valeur nominale

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

(b) Émis et entièrement libéré

Aux 31 décembre	2015	2014
Nombre d'actions ordinaires : 985 076	985 \$	985 \$

21. Dividendes

Dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires

Les dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires s'élevaient à 0 \$ en 2015 et à 33 984 \$ en 2014, ce qui représente un taux de distribution de 0 \$ par action en 2015 et de 34,4985 \$ par action en 2014.

Dividendes versés aux porteurs d'actions privilégiés

Le 25 février 2016, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,2402 \$ par action sur les actions privilégiées à dividende non cumulatif et à taux rajusté, série 1, émises et en circulation, payable le 17 avril 2016 aux actionnaires inscrits le 14 mars 2016 (voir la note 29).

22. Droit aux capitaux propres attribuables aux actionnaires

Le droit des actionnaires à un montant de 4 586 \$ (5 478 \$ en 2014) des capitaux propres attribuables aux actionnaires est subordonné au paiement futur des participations aux titulaires de polices avec participation.

23. Information supplémentaire sur les titulaires de polices avec participation

Aux 31 décembre	2015	2014
Actifs appariés à l'avoir du compte avec participation	52 837 \$	60 040 \$
Actifs appariés aux passifs du compte avec participation	609 423 \$	579 832 \$

Transferts vers le compte des actionnaires

Pour l'exercice 2015, la société a transféré 2 057 \$ (2 016 \$ en 2014), soit 7,9 % (8,3 % en 2014) des profits de participation distribuables, du compte avec participation au compte des actionnaires.

24. Information sectorielle

La société exerce ses activités dans le secteur canadien de l'assurance vie. Elle a adopté une approche de gestion par secteur d'activité pour l'information de gestion et la prise de décisions. La description des secteurs d'activité est la suivante :

La gestion de patrimoine comprend les fonds distincts, fonds communs de placement, les rentes à taux d'intérêt garanti et les rentes qui procurent un revenu la vie durant.

L'assurance collective offre aux employeurs des régimes d'assurance collective qui comprennent les protections d'assurance vie, maladie, dentaire et invalidité à l'intention de leurs employés.

L'assurance individuelle comprend des produits d'assurance vie et maladie individuelle sans participation et avec participation.

Le capital et l'excédent se composent d'actifs détenus dans les comptes d'avoir des actionnaires et d'avoir des titulaires de polices ainsi que d'autres éléments relatifs au siège social qui ne se rattachent à aucun autre secteur d'activité.

Les **résultats opérationnels** sont divisés en trois secteurs d'activité, en plus du capital et de l'excédent, comme suit :

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015					
	Gestion de patrimoine	Assurance collective	Assurance individuelle	Capital et excédent	Total
Primes nettes de clients externes	143 991 \$	325 223 \$	366 002 \$	— \$	835 216 \$
Produit d'intérêts	35 854	6 036	140 376	38 415	220 681
Revenu de placement total	43 673	3 558	171 119	40 860	259 210
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	(28 153)	(2 137)	(56 408)	1 021	(85 677)
Profit (perte) réalisé sur les actifs à juste valeur par le biais du résultat net	1 276	1 223	38 114	1 620	42 233
Profit (perte) réalisé sur les actifs disponibles à la vente, y compris les réductions de valeur	(30)	72	444	18 642	19 128
Produit d'honoraires de clients externes	205 957	9 265	1 338	258	216 818
Prestations et règlements, montant net	259 497	252 654	130 180	—	642 331
Variation nette des passifs des contrats d'assurance	(110 032)	(5 238)	240 742	—	125 472
Variation de la provision des contrats de placement	426	—	—	—	426
Participations sur polices	—	—	25 991	—	25 991
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	1 748	1 039	1 582	—	4 369
Charges opérationnelles totales	52 604	41 976	51 586	999	147 165
Charge de commissions nette	86 019	32 592	69 797	—	188 408
Charge d'intérêts	—	—	—	8 959	8 959
Impôt sur les primes	—	7 216	7 010	—	14 226
Impôt sur les placements et le capital	—	—	4 000	—	4 000
Charge (produit) d'impôts	18 980	2 219	(7 440)	13 733	27 492
Résultat net après impôts	59 220	5 785	(1 257)	38 710	102 458

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014					
	Gestion de patrimoine	Assurance collective	Assurance individuelle	Capital et excédent	Total
Primes nettes de clients externes	186 106 \$	318 942 \$	362 445 \$	— \$	867 493 \$
Produit d'intérêts	39 712	6 149	130 332	38 843	215 036
Revenu de placement total	48 998	4 104	150 543	42 236	245 881
Variation de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	19 981	4 270	513 949	(164)	538 036
Profit (perte) réalisé sur les actifs à juste valeur par le biais du résultat net	9 174	489	65 220	(414)	74 469
Profit (perte) réalisé sur les actifs disponibles à la vente, y compris les réductions de valeur	39	48	10	12 524	12 621
Produit d'honoraires de clients externes	177 368	8 571	1 327	250	187 516
Prestations et règlements, montant net	286 714	237 540	121 084	—	645 338
Variation nette des passifs des contrats d'assurance	(53 330)	6 596	790 906	—	744 172
Variation de la provision des contrats de placement	2 282	—	—	—	2 282
Participations sur polices	—	—	23 898	—	23 898
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	1 939	1 183	1 598	—	4 720
Charges opérationnelles totales	61 087	41 826	42 637	1 419	146 969
Charge de commissions nette	91 307	31 025	70 809	—	193 141
Charge d'intérêts	—	—	—	14 180	14 180
Impôt sur les primes	—	6 943	7 316	—	14 259
Impôt sur les placements et le capital	—	—	4 100	—	4 100
Charge (produit) d'impôts	11 733	3 475	5 219	9 874	30 301
Résultat net après impôts	41 872	9 019	27 526	28 959	107 376

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les **actifs** sont divisés en trois secteurs d'activité, en plus du capital et de l'excédent, comme suit :

Au 31 décembre 2015					
	Gestion de patrimoine	Assurance collective	Assurance individuelle	Capital et excédent	Total
Actifs excluant les fonds distincts	959 181 \$	162 597 \$	4 301 805 \$	1 572 138 \$	6 995 721 \$
Fonds distincts	7 347 426	—	20 397	—	7 367 823
Total des actifs	8 306 607 \$	162 597 \$	4 322 202 \$	1 572 138 \$	14 363 544 \$

Au 31 décembre 2014					
	Gestion de patrimoine	Assurance collective	Assurance individuelle	Capital et excédent	Total
Actifs excluant les fonds distincts	1 062 818 \$	160 465 \$	4 157 667 \$	1 399 116 \$	6 780 066 \$
Fonds distincts	6 926 322	—	22 153	—	6 948 475
Total des actifs	7 989 140 \$	160 465 \$	4 179 820 \$	1 399 116 \$	13 728 541 \$

Bien que des actifs spécifiques du fonds général soient théoriquement appariés à des types spécifiques de passifs du fonds général ou détenus dans les comptes d'avoir des actionnaires et d'avoir des titulaires de polices, tous les actifs du fonds général sont disponibles pour payer tous les passifs du fonds général, au besoin. Les actifs des fonds distincts ne sont pas disponibles pour payer les passifs du fonds général.

25. Engagements et éventualités

Engagements de location

La société a conclu différents contrats de location simple pour la location de locaux à bureaux et de certains équipements informatiques et autres. Les paiements au titre de ces contrats se chiffrent à 3 079 \$ en 2015 (3 026 \$ en 2014). Le montant global des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple non résiliables est comme suit :

	2015	2014
2015	—	2 466
2016	2 662	2 159
2017	2 098	1 914
2018	1 840	1 656
2019	1 777	1 593
2020 (et par la suite)	761	679
	9 138 \$	10 467 \$

Engagements de placement

Dans le cadre normal de ses activités, la société a des engagements de placement en suspens qui n'apparaissent pas dans les états financiers consolidés. Au 31 décembre 2015, le montant des appels de liquidités en suspens pour l'achat de parts dans une société immobilière en commandite était de néant (8 942 \$ en 2014). Le 9 juillet 2015, l'engagement de 2014 s'est soldé par l'achat de parts additionnelles totalisant 8 942 \$.

En janvier 2016, la société s'est engagée à acheter des parts dans une société immobilière en commandite pour un montant additionnel de 20 millions de dollars. Les appels sur cet engagement sont payables sur demande jusqu'au 31 juillet 2018, inclusivement.

Autres éventualités

La société exerce ses activités dans le secteur de l'assurance et peut faire l'objet d'actions en justice durant le

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

cours normal de ses activités. Bien qu'elle ne puisse prévoir ou déterminer le résultat final de toute menace d'action en justice ou action en justice en cours, la direction ne considère pas que ces actions (y compris les litiges) auront un effet important sur les résultats ou la situation financière de la société.

Les règlements administratifs de la société prévoient une indemnisation de ses administrateurs, des membres de la direction et de ses employés, anciens ou actuels, à l'égard de toute responsabilité découlant de leur service à la société dans la mesure des dispositions de la loi. La nature générale des règlements administratifs de la société relativement à ces indemnisations ne permet pas une estimation raisonnable du montant potentiel maximum de tout passif.

Dans certains cas, la société possède des recours contre des tiers concernant les éléments précités. La société dispose en outre de polices d'assurance qui peuvent fournir une protection contre certains de ces éléments.

26. Opérations entre parties liées

La société est une filiale appartenant à 98,3 % à E-L Financial Services Limited, elle-même une filiale appartenant à 100 % à E-L Financial Corporation Limited. E-L Financial Corporation Limited détient, directement et indirectement par l'entremise d'E-L Financial Services Limited, 99,2 % des actions ordinaires de l'Empire Vie. La société est ultimement contrôlée par l'honorable Henry N. R. Jackman et une fiducie créée en 1969 par son père, Henry R. Jackman. Dans le cours normal de ses activités, la société effectue des opérations avec E-L Financial Corporation Limited ainsi que d'autres sociétés sous contrôle commun ou influence commune concernant la location d'immeubles à bureaux, des services de gestion des placements et divers services administratifs. Les montants gagnés et passés en charges étaient négligeables. Certains administrateurs et dirigeants de la société sont titulaires de polices d'assurance vie et de placement émises par la société.

Rémunération des membres clés de la direction

Les membres clés de la direction comprennent les administrateurs et les membres de la haute direction de la société. La rémunération des membres clés de la direction est comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014
Salaires et autres avantages à court terme du personnel	6 314 \$	6 829 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	616	530
Total	6 930 \$	7 359 \$

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les coûts des services rendus au cours de la période pour l'employeur, associés aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

27. Gestion du capital

La société a pour objectif de gérer son capital de façon à se conformer aux exigences de suffisance du capital de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) telles qu'établies et contrôlées par le BSIF. En vertu des lignes directrices du BSIF, le capital de la société est divisé en deux catégories. Le capital de première catégorie de la société comprend les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et l'avoir des titulaires de polices avec participation. Le capital de deuxième catégorie se compose du cumul des profits latents sur les actions disponibles à la vente, déduction faite des impôts, des provisions négatives sur les passifs des contrats d'assurance et de la dette subordonnée. Les ratios cibles du BSIF pour le capital de première catégorie et le capital total des assureurs vie canadiens sont de 105 % et 150 %, respectivement. Aux 31 décembre 2015 et 2014, le capital de la société était conforme à ces ratios.

Aux 31 décembre	2015	2014
Capital réglementaire de première catégorie	917 617 \$	872 275 \$
Capital réglementaire de deuxième catégorie	504 430	452 203
Capital réglementaire total	1 422 047 \$	1 324 478 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

28. Gestion du risque

La société est exposée aux risques qui découlent de ses activités d'investissement et d'assurance ainsi qu'aux risques liés à sa réputation associés à ses activités et à sa capacité à gérer certains risques particuliers. Les principaux risques et les stratégies de gestion du risque connexes pour les risques que la direction considère comme les plus importants en termes de probabilité et des effets défavorables potentiels sur la société sont décrits dans les sections suivantes : risque de marché, risque de liquidité, risque de crédit et risque d'assurance.

Mise en garde à l'égard des sensibilités

Dans les sections qui suivent, la société présente des mesures de la sensibilité et de l'exposition au risque pour certains risques. Ces éléments comprennent les sensibilités aux variations particulières des cours du marché et des taux d'intérêt, en fonction des cours du marché, des taux d'intérêt, des actifs, des passifs et de la composition des affaires de la société constatés aux dates des calculs. Les sensibilités sont calculées indépendamment et supposent que tous les autres facteurs de risque demeurent inchangés. Les résultats réels peuvent différer de manière importante de ces estimations, et ce, pour diverses raisons, y compris l'interaction entre ces facteurs lorsque plus d'un facteur varie; les variations des rendements actuariels, des rendements des placements et des hypothèses à l'égard des activités de placement futures; les écarts entre les faits réels et les hypothèses; les changements dans la composition des affaires; les taux d'impôt effectifs et d'autres facteurs de marché ainsi que les limites générales des modèles internes de la société servant aux calculs. Les changements découlant de nouvelles affaires ou d'échéances, d'achats/de ventes d'actifs ou d'autres mesures de la direction pourraient également entraîner des changements importants aux sensibilités présentées. Pour ces raisons, les sensibilités devraient être considérées seulement comme des estimations données à titre indicatif des sensibilités sous-jacentes des facteurs respectifs, fondées sur les hypothèses décrites. Elles ne doivent pas être interprétées comme des prévisions des sensibilités futures du bénéfice net de la société, des autres éléments de son résultat global et de son capital. Des fluctuations variables de risque au-delà des fourchettes présentées pourraient donner lieu à une variation de l'incidence autre qu'une variation proportionnelle.

(a) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque de pertes découlant de variations défavorables des taux et des prix du marché, tels que les taux d'intérêt, le cours des actions, des titres immobiliers et des autres valeurs mobilières, les écarts de crédit et les taux de change.

Le risque de marché est directement influencé par la volatilité et le niveau de liquidité des marchés sur lesquels les instruments financiers concernés sont négociés, par les attentes à l'égard des cours et des tendances de rendement futurs ainsi que par la composition du portefeuille de placements de la société. En vertu du cadre comptable et réglementaire canadien des sociétés d'assurance, les résultats de la société pour une période donnée reflètent les valeurs des marchés boursiers et les taux d'intérêt à la fin de la période, selon la méthode d'évaluation à la valeur de marché. Par conséquent, une baisse des valeurs des marchés boursiers ou les fluctuations des taux d'intérêt ou des écarts pourraient entraîner des changements importants au résultat net attribuable aux actionnaires, des hausses des exigences en matière de capital réglementaire et une diminution des ratios de fonds propres de la société.

La société achète des obligations de qualité afin de soutenir, dans une très forte proportion, les passifs des contrats d'assurance et de rente de la société. La stratégie de placement de la société comprend également l'utilisation d'actions de sociétés à forte capitalisation négociées en bourse pour soutenir ses passifs d'assurance. Les flux de trésorerie qui découlent de ces placements visent à répondre aux exigences en matière de liquidité liées aux polices de la société, selon les limites établies par celle-ci. Toutefois, si la société ne réalise pas les rendements prévus sous-jacents à la tarification de ses produits, ses résultats opérationnels peuvent s'en ressentir.

Une baisse de la juste valeur du portefeuille d'actions ordinaires de la société entraîne une réduction des capitaux propres attribuables aux actionnaires, de l'excédent attribuable aux titulaires de polices et du ratio du MMRPCE. À mesure que le ratio du MMRPCE approche du ratio minimal prescrit par le BSIF, la pression des autorités de

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

réglementation à l'égard de la hausse du capital s'accroît. Le résultat net diminuerait également si des baisses de valeur survenaient à la suite de cessions ou donnaient lieu à la constitution de provisions pour dépréciation.

La société gère cette exposition au risque principalement grâce à des limites de placement et à la supervision de ses gestionnaires de placement par la chef des placements, le comité de gestion des actifs et le comité des placements du conseil d'administration. Le comité des placements surveille activement la taille du portefeuille et la composition de l'actif.

Les placements du fonds général de la société sont assujettis aux limites établies par la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et aux lignes directrices en matière de placements établies par le comité des placements du conseil d'administration. Les lignes directrices de placement sont conçues pour limiter le risque de placement global par la détermination des objectifs de placement, des placements admissibles, des critères de diversification, de l'exposition, de seuils de concentration et de critères de qualité pour les placements admissibles par secteur. Le comité des placements reçoit des rapports mensuels sur la composition et le rendement du fonds général par secteur, l'appariement des dérivés, la composition et le rendement des fonds distincts ainsi que les opérations de placement pour tous les fonds. De plus, au moins une fois par trimestre, la haute direction et les gestionnaires de placements de la société présentent des rapports au comité des placements, et, par l'entremise du comité des placements, au conseil d'administration, sur le contenu des portefeuilles, la composition de l'actif, le rapprochement des positions de la société, le rendement du fonds général et des fonds distincts ainsi que la conformité aux lignes directrices relatives aux placements.

La société a un comité de gestion des actifs, qui se réunit régulièrement et fait rapport au moins chaque trimestre au comité des placements du conseil d'administration. Le comité de gestion des actifs a pour mandat de surveiller l'appariement de la position des placements de la société à ses passifs au sein des divers segments des activités de la société. Le processus d'appariement est conçu pour exiger que l'échéancier et le montant des actifs soutenant les passifs des contrats correspondent de très près à ceux des obligations liées aux polices, et pour prévoir le montant approprié de liquidités à maintenir afin de répondre aux obligations financières à mesure qu'elles deviennent exigibles. Les lignes directrices de segmentation des actifs, qui sont revues régulièrement par le comité des placements, ont été élaborées pour régir ces activités. Le comité de gestion des actifs fait rapport régulièrement au comité des placements sur l'appariement des positions de la société, la composition des actifs et les décisions de répartition des actifs se rapportant aux segments des actifs de la société.

La société a mis en place une politique de gestion du capital, des niveaux de gestion de capital qui surpassent les minimums des autorités de réglementation et un examen dynamique des critères en matière de suffisance du capital qui tiennent compte de l'incidence potentielle des scénarios de risque de placement défavorables (y compris des conditions de marché et des taux d'intérêt défavorables) sur sa situation de capital et de liquidité. La haute direction surveille le ratio du MMRPCE de façon régulière et fait un rapport sur son ratio du MMRPCE, au moins une fois par trimestre, au conseil d'administration.

Pour la société, les risques de marché les plus importants sont les suivants : risque lié aux actions, risque de taux d'intérêt et risque de change.

(1) Risque lié aux actions

Le portefeuille de placements de la société comprend principalement des obligations et des actions, et la juste valeur de ces placements varie selon les changements des conditions économiques générales et boursières, incluant les baisses et la volatilité des marchés boursiers. La volatilité des marchés boursiers peut résulter de la volatilité des marchés en général ou d'événements sociaux, politiques ou économiques particuliers. Une baisse des marchés boursiers peut avoir un effet défavorable sur le rendement des actifs appariés au capital, la suffisance du capital, les frais de gestion perçus sur les contrats de fonds distincts, de fonds communs de placement et de fonds indiciaires compris dans les polices d'assurance vie universelle, de même que les passifs des polices d'assurance et les exigences en matière de capital, particulièrement en ce qui concerne les garanties de fonds distincts.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les titulaires de polices et les porteurs de parts, respectivement, assument généralement le risque de fluctuation de la valeur de marché des fonds distincts et des fonds communs de placement de la société. Les variations de la valeur de marché de tels actifs entraîneront des variations du bénéfice de la société dans la mesure où les frais sont déterminés en fonction de la valeur de ces fonds. Des baisses considérables et constantes des marchés boursiers peuvent entraîner des pertes nettes sur de tels produits, qui peuvent avoir un effet défavorable pour la société. De plus, certains des produits de fonds distincts de la société sont assortis de garanties au décès, à l'échéance ou au rachat qui peuvent prendre effet selon le rendement de marché des fonds sous-jacents. En cas de baisse de marché significative, la hausse résultante du coût de ces garanties pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière, les exigences relatives au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (MMPRCE) et les résultats opérationnels de la société. La société a réassuré une partie de son exposition aux prestations garanties au décès sur ses fonds distincts. Au cours du quatrième trimestre de 2014, la société a mis en place un programme de couverture économique semi-statique. L'objectif du programme de couverture économique est de protéger partiellement la société en cas de baisses futures potentielles du ratio du MMPRCE qui pourraient être attribuables aux variations défavorables des cours boursiers. Le programme a actuellement recours à des options de vente et à des contrats à terme sur des indices boursiers clés. L'utilisation inappropriée de ces instruments pourrait avoir une incidence défavorable sur les bénéficiaires. La société gère ce risque en appliquant des limites prescrites par le comité des placements dans ses lignes directrices relatives aux placements, qui déterminent les dérivés autorisés et les utilisations autorisées des dérivés, de même que les limites à l'égard de l'utilisation de ces instruments. Plus précisément, aucun levier financier n'est permis dans l'utilisation de dérivés et des limitations strictes en ce qui concerne le crédit de contrepartie sont imposées, l'exposition globale au risque de crédit de toutes les contreparties étant limitée à 100 millions de dollars.

La société a mis en place une politique de couverture du risque sur capitaux propres afin de soutenir les programmes de couverture économique du fonds général. La politique définit les objectifs, les limites de risque et les autorités se rapportant à ses activités de couverture économique. La haute direction supervise ses activités de couverture économique de façon régulière et fait rapport, au moins chaque trimestre, au comité de gestion du risque et du capital du conseil d'administration de la situation du programme de couverture économique.

La société utilise des modèles stochastiques pour surveiller et gérer le risque lié aux garanties des fonds distincts et établit des réserves pour les passifs des titulaires de polices conformément aux normes mises de l'avant par l'ICA. Le développement de produits et les politiques d'établissement des prix exigent également de tenir compte du risque de portefeuille et des exigences en matière de capital à l'égard de la conception, du développement et de l'établissement des prix des produits. Le comité de gestion des actifs produit un rapport trimestriel à l'intention du comité de gestion du risque et du capital du conseil d'administration sur la nature et la valeur des passifs liés aux garanties des fonds distincts de la société, y compris l'exposition aux compléments potentiels et les exigences en matière de capital.

Le tableau ci-après résume l'incidence potentielle approximative pour la société des fluctuations des marchés boursiers mondiaux. La société utilise une hausse ou une baisse de 10 % des marchés boursiers en tant que variation raisonnablement possible des marchés boursiers. La société a également mentionné l'incidence d'une variation à la hausse ou à la baisse de 20 % sur sa sensibilité aux marchés boursiers. Les montants indiqués ci-après comprennent l'incidence du programme de couverture économique du risque sur capitaux propres (décrit ci-dessus) du fonds général de l'Empire Vie. Pour les garanties de fonds distincts, le niveau de sensibilité dépend fortement du niveau du marché boursier au moment de produire l'estimation. En fin de période, si le marché boursier affiche une hausse par rapport au niveau qui existait au moment où les polices de fonds distincts ont été émises, la sensibilité diminue. En fin de période, si le marché boursier affiche une baisse par rapport au niveau qui existait au moment où les polices de fonds distincts ont été émises, la sensibilité augmente. Les montants indiqués ci-après pour les garanties de fonds distincts illustrent

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

l'incidence sur le résultat net attribuable aux actionnaires.

	Au 31 décembre 2015			
	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 20 %	Baisse de 20 %
Résultat net attribuable aux actionnaires (sauf les garanties de fonds distincts)*	11 804 \$	(6 789) \$	27 044 \$	(8 958) \$
Résultat net attribuable aux titulaires de polices	néant	néant	néant	néant
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	2 141 \$	(2 141) \$	4 282 \$	(4 282) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	2 392 \$	(2 392) \$	4 784 \$	(4 784) \$
Résultat net attribuable aux actionnaires (découlant des garanties de fonds distincts)	néant	néant	néant	(10 031) \$

	Au 31 décembre 2014			
	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 20 %	Baisse de 20 %
Résultat net attribuable aux actionnaires (sauf les garanties de fonds distincts)*	14 387 \$	(13 149) \$	29 310 \$	(24 198) \$
Résultat net attribuable aux titulaires de polices	néant	néant	néant	néant
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	2 088 \$	(2 088) \$	4 176 \$	(4 176) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	2 425 \$	(2 425) \$	4 850 \$	(4 850) \$
Résultat net attribuable aux actionnaires (découlant des garanties de fonds distincts)	néant	néant	néant	néant

* Comprend l'incidence approximative sur les produits tirés des frais, déduction faite des commissions de service après impôts pour une période de trois mois.

Pour les affaires d'assurance vie, la politique de la société est d'utiliser également des placements dans des titres de capitaux propres pour couvrir les flux de trésorerie estimés des passifs d'assurance de produits d'assurance vie universelle et d'assurance vie sans participation au-delà de la période de 20 années suivant la date de clôture. La valeur des passifs soutenus par ces titres de capitaux propres dépend des hypothèses relatives aux niveaux futurs des marchés boursiers. Les hypothèses de rendement selon les meilleures estimations pour les titres de capitaux propres sont principalement basées sur les moyennes historiques à long terme des rendements globaux (incluant les dividendes) du marché boursier canadien, qui est de 8,9 % (9,2 % en 2014). La société utilise une hypothèse de 7,8 % (7,5 % en 2014) afin d'inclure des réserves en cas de changements modérés des taux de rendement des titres de capitaux propres déterminés selon les normes actuarielles canadiennes. Les rendements sont ensuite réduits des marges afin de déterminer les rendements nets utilisés dans l'évaluation. Des changements dans le marché actuel entraîneraient la modification de ces hypothèses.

Les répercussions d'une variation soudaine des marchés boursiers sont expliquées ci-dessus. Si la variation des marchés boursiers persistait durant un an, l'hypothèse actuarielle de rendement futur des marchés boursiers serait ajustée. Pour les affaires d'assurance sans participation, une baisse de 1 % des rendements futurs des marchés boursiers entraînerait une augmentation des passifs des polices, ce qui diminuerait le résultat net d'environ 116 500 \$ (91 900 \$ en 2014).

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Le tableau ci-dessous indique la concentration des portefeuilles d'actions ordinaires de la société dans les portefeuilles de placement de l'Empire Vie :

Aux 31 décembre	2015	2014
Placements en actions ordinaires des 10 émetteurs auxquels la société présentait la plus grande exposition	286 544 \$	279 662 \$
Pourcentage du total de la trésorerie et des placements	4,2 %	4,2 %
Exposition au principal émetteur d'actions ordinaires	60 396 \$	47 512 \$
Pourcentage du total de la trésorerie et des placements	0,9 %	0,7 %

(2) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt survient lorsque des pertes économiques sont enregistrées en raison d'un besoin de réinvestissement ou de désinvestissement en période de fluctuations des taux d'intérêt. Les fluctuations des taux d'intérêt, qui résultent de la volatilité des marchés en général ou d'événements sociaux, politiques ou économiques particuliers, pourraient avoir une incidence négative sur les activités et la rentabilité de la société et ce, de plusieurs façons. Certains des produits de la société comportent des garanties et, si les taux d'intérêt à long terme chutent en deçà de ces taux garantis, la société peut devoir augmenter ses provisions pour pertes, ce qui aurait par conséquent une incidence négative sur les résultats opérationnels. Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent également entraîner le resserrement des écarts nets entre les intérêts gagnés sur les placements et les intérêts crédités aux clients, ce qui aurait par conséquent une incidence négative sur les résultats opérationnels.

Les chutes précipitées des taux d'intérêt peuvent causer, entre autres, une hausse des demandes de rachat de titres et des remboursements anticipés des hypothèques, ce qui exige des réinvestissements à des niveaux de rendement largement inférieurs, ce qui peut avoir une incidence négative sur les résultats. Par ailleurs, durant les périodes de chute des taux d'intérêt, les rachats d'obligations augmentent généralement, ce qui entraîne le réinvestissement de ces fonds à des taux d'intérêt courants plus bas. Les hausses rapides des taux d'intérêt peuvent causer, entre autres, une hausse des rachats de polices. Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent entraîner des pertes pour la société en raison du besoin de réinvestir ou de désinvestir durant les périodes de fluctuation des taux d'intérêt, qui peuvent l'obliger à vendre des actifs de placement à perte. De plus, un manque de concordance entre la sensibilité aux taux d'intérêt des actifs et des passifs qu'ils sont censés soutenir pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière et les résultats opérationnels.

Le tableau qui suit résume l'incidence financière immédiate estimée sur le résultat net et les autres éléments du résultat global qui découle d'une variation immédiate des taux d'intérêt.

	Au 31 décembre 2015			
	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Résultat net attribuable aux actionnaires	8 640 \$	(9 700) \$	16 349 \$	(20 608) \$
Résultat net attribuable aux titulaires de polices	516 \$	(565) \$	987 \$	(1 186) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	(29 672) \$	34 385 \$	(54 631) \$	73 483 \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	(1 368) \$	1 452 \$	(2 652) \$	2 987 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

	Au 31 décembre 2014			
	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 100 points de base	Baisse de 100 points de base
Résultat net attribuable aux actionnaires	7 977 \$	(8 958) \$	15 090 \$	(19 035) \$
Résultat net attribuable aux titulaires de polices	520 \$	(572) \$	993 \$	(1 202) \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires	(20 706) \$	23 510 \$	(38 603) \$	49 818 \$
Autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices	(1 176) \$	1 245 \$	(2 280) \$	2 559 \$

Le calcul des passifs des contrats tient compte du revenu de placement prévu, déduction faite des frais de placement provenant des actifs appariés aux passifs des contrats, et du revenu de placement que la société prévoit réaliser sur les réinvestissements. Les actifs appariés aux passifs des contrats sont distincts des actifs appariés aux capitaux propres attribuables aux actionnaires et aux capitaux propres attribuables aux titulaires de polices. Pour l'assurance vie et l'assurance maladie, les flux monétaires prévus pour les actifs soutenant les passifs des contrats sont combinés aux taux futurs estimés de réinvestissement, qui sont fonction des perspectives économiques courantes et de la composition future prévue des actifs de la société. Afin de fournir une marge qui tient compte de la non-concordance des actifs et des passifs, les flux de trésorerie font l'objet de tests selon une vaste gamme de scénarios de réinvestissement possibles et les passifs des contrats sont alors ajustés pour parer à tout scénario défavorable crédible futur.

Afin d'apparier la composante d'épargne des passifs des contrats qui varie en fonction de divers indices et monnaies, la société conserve certains instruments financiers sous forme d'actions, d'obligations et de monnaies dans l'actif de son fonds général. Le risque de non-concordance de ces passifs avec les actifs est suivi au jour le jour.

Pour l'assurance vie, pour laquelle les passifs des contrats d'assurance comportent une échéance plus longue que la plupart des obligations et des prêts hypothécaires disponibles, la société doit réinvestir les flux de trésorerie nets futurs pour prolonger la durée de ses actifs. En vertu des normes de pratiques actuarielles canadiennes, les rendements présumés pour ces réinvestissements futurs sont liés aux taux d'intérêt courants, à la conjoncture économique et à la composition future prévue des actifs de la société. L'hypothèse de réinvestissement s'échelonne de l'hypothèse du taux de réinvestissement initial (TRI) à l'hypothèse du taux de réinvestissement ultime (TRU) sur la période mobile de 40 ans suivant la date de clôture.

L'incidence approximative d'une variation soudaine des taux d'intérêt est expliquée ci-dessus. Si les taux d'intérêt augmentent ou diminuent durant l'année suivante, il serait nécessaire de modifier l'hypothèse relative au TRI pour tenir compte des perspectives économiques du moment. Pour les affaires d'assurance sans participation, une baisse de 1 % des taux d'intérêt modifierait à la baisse l'hypothèse de réinvestissement pour les 40 années subséquentes, ce qui augmenterait les passifs des contrats et, par le fait même, réduirait le résultat net d'environ 56 200 \$ (57 000 \$ pour 2014), en présumant qu'il n'y ait aucune modification à l'hypothèse relative au TRU.

Pour les revenus de placement qu'elle prévoit tirer des réinvestissements au-delà de la période mobile de 40 ans, la société utilise une hypothèse relative au TRU. En vertu des normes actuarielles canadiennes, l'hypothèse relative au TRU est prescrite par l'autorité en normalisation actuarielle en tant que taux de réinvestissement sans risque ultime à long terme de 3,3 % plus un montant maximal pour tenir compte des écarts de crédit, moins un taux de défaut des actifs de 0,8 %. L'autorité en normalisation actuarielle peut modifier périodiquement le niveau prescrit de l'hypothèse relative au TRU. Comme les taux d'intérêt sont actuellement inférieurs à ce qu'ils étaient lorsque les hypothèses relatives au TRU ont été établies, ces hypothèses pourraient tendre à la baisse si les taux étaient mis à jour.

Afin de fournir une marge qui tient compte de la non-concordance à plus long terme, les flux de trésorerie font l'objet de tests selon une vaste gamme de scénarios de réinvestissement possibles, et les passifs

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

des contrats d'assurance sont ajustés pour parer à tout scénario défavorable crédible futur. La société utilise un TRU de 4,0 % (4,0 % en 2014) pour parer à tout scénario défavorable crédible futur.

En ce qui a trait aux rentes, pour lesquelles les échéances et les montants des obligations au titre des prestations peuvent être plus facilement déterminés, l'appariement des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs est étroitement contrôlé. Une augmentation ou une diminution soudaine des taux d'intérêt aurait des répercussions négligeables sur les profits futurs tirés des rentes actuellement en vigueur. Pour les rentes, l'incidence d'une baisse de 1 % par rapport au TRI présumé sur les passifs des contrats et, par la suite, sur le résultat net serait négligeable en raison de l'appariement décrit ci-dessus.

La société gère le risque de taux d'intérêt lié à son portefeuille de placements en appliquant les limites établies par le comité des placements et par l'entremise de rapports réguliers de la direction au comité des placements et au conseil d'administration. Les lignes directrices de la société relatives aux placements déterminent les objectifs de placement et les placements sensibles aux variations des taux d'intérêt admissibles, en plus d'établir les critères de diversification, l'exposition, la concentration et les limites de qualité des actifs pour ces placements. Le comité de gestion des actifs supervise la sensibilité aux taux d'intérêt. L'objectif est de maximiser les rendements des placements tout en maintenant les risques de défaut, de liquidité et de réinvestissement à des niveaux acceptables, en tenant compte de la tolérance au risque. Les politiques et les pratiques de développement et de tarification des produits exigent également de prendre en compte le risque de taux d'intérêt dans la conception, le développement et la tarification des produits.

(3) Risque de change

Le risque de change survient lorsque la juste valeur des flux de trésorerie d'un instrument financier fluctue en raison de la variation des taux de change et que cela entraîne un effet négatif sur les bénéfices et les capitaux propres lorsque ceux-ci sont évalués dans la monnaie fonctionnelle de la société.

L'exposition principale de la société à une devise découle des placements du portefeuille libellés en dollars américains. Une fluctuation de 10 % du dollar américain aurait des répercussions approximatives de 0 \$ (0 \$ en 2014) sur le résultat net, de 0 \$ (0 \$ en 2014) sur les autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires et de 0 \$ (0 \$ en 2014) sur les autres éléments du résultat global attribuable aux titulaires de polices. La société n'a pas d'exposition notable à des devises dans ses passifs financiers.

La société utilise des dérivés, notamment des contrats à terme standardisés et des contrats de change à terme, afin de gérer les risques de change. L'utilisation inappropriée de ces dérivés pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats. La société gère ce risque en appliquant des limites prescrites par le comité des placements dans ses lignes directrices relatives aux placements, qui déterminent les dérivés autorisés et les utilisations autorisées des dérivés, de même que les limites à l'égard de l'utilisation de ces instruments. En particulier, les dérivés ne peuvent pas faire l'objet d'un financement et les contraintes de crédit liées à la contrepartie sont strictes. L'exposition totale au crédit liée à toutes les contreparties est limitée à 100 millions de dollars.

La société dispose d'une politique de gestion du risque de change qui définit les objectifs, les limites de risque et les autorisations se rapportant à toute exposition au taux de change. Le comité de gestion des actifs supervise et gère cette politique, en plus de présenter des rapports au comité de placements du conseil d'administration sur l'exposition aux risques ainsi que les manquements.

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque qu'une entité ne soit pas en mesure de financer tous ses engagements ou obligations en matière de sorties de trésorerie au moment où ils deviennent exigibles, ou encore que, pour financer ses engagements, une entité soit obligée de vendre des actifs à des prix déprimés et de subir des pertes lorsque vient le temps de la vente. Les sorties de trésorerie peuvent se présenter sous

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

forme de paiement de prestations aux titulaires de polices, de charges, d'achats d'actifs ou d'intérêt sur une dette. La plupart des obligations de la société sont liées aux passifs des contrats dont la durée varie selon le secteur d'activité et les attentes relatives aux événements ou mesures clés concernant les titulaires de polices (c.-à-d. retraits, mortalité et morbidité). Les autres obligations de la société concernent sa dette subordonnée (voir la note 13 Dette subordonnée) et les charges opérationnelles régulières à mesure qu'elles deviennent payables, lesquelles doivent être réglées dans un laps de temps très restreint.

La stratégie de gestion du risque de liquidité de la société est de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment de trésorerie pour répondre à tous ses engagements et à toutes ses obligations d'ordre financier à mesure qu'ils deviennent exigibles.

Le programme de gestion du risque de liquidité de la société est surveillé par la direction et le conseil d'administration, par l'entremise de rapports réguliers au comité des placements. La société surveille ses obligations en matière de flux de trésorerie et répond à ses besoins de liquidités en détenant des placements de grande qualité négociables qui peuvent être liquidés rapidement, au besoin, et en maintenant une portion de ses placements sous forme de trésorerie et de placements à court terme.

La société a en place une politique en matière de liquidité qui requiert une évaluation du risque de liquidité ainsi que des procédures précises lui permettant de répondre à ses besoins en liquidités. Le comité de gestion des actifs est responsable de surveiller la conformité à cette politique et de signaler l'exposition aux risques ainsi que les manquements au comité des placements du conseil d'administration. Les actifs liquides de la société au 31 décembre sont indiqués dans un tableau à la note 10 e). En se basant sur l'historique des flux de trésorerie et la performance financière actuelle de la société, la direction considère que les flux de trésorerie qui découlent des activités opérationnelles continueront de fournir suffisamment de trésorerie pour que la société puisse respecter ses obligations de remboursement de la dette et payer ses autres charges.

Le tableau ci-après illustre en détail le profil par échéance prévue des obligations non actualisées de la société relativement à ses passifs financiers et à ses flux de trésorerie estimés liés aux passifs des contrats. Les flux de trésorerie liés aux passifs des contrats comprennent les estimations liées à l'échéancier et au versement des règlements décès et invalidité, aux échéances des polices, aux rentes, aux participations des titulaires de polices, aux montants en dépôt, aux commissions et à l'impôt sur les primes, tous ces facteurs étant compensés par les primes des contrats futurs et les frais prélevés sur les affaires en vigueur. Les montants recouverts à l'égard d'ententes de réassurance sont également reflétés. Les passifs des fonds distincts sont exclus de cette analyse. Ces flux de trésorerie estimés sont basés sur les hypothèses fondées sur les meilleures estimations, avec des marges pour les écarts négatifs, utilisées dans le calcul des passifs des contrats. Les montants actuariels, de même que les autres passifs des contrats, inclus dans les états financiers consolidés 2015 de la société sont basés sur la valeur actuelle des flux de trésorerie estimés. En raison de l'utilisation de ces hypothèses, les flux de trésorerie réels différeront de ces estimations.

	Au 31 décembre 2015				
	1 an ou moins	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Passifs des contrats d'assurance	90 776 \$	191 264 \$	473 493 \$	17 495 346 \$	18 250 879 \$
Passifs des contrats de placement	2 263	6 061	3 468	3 373	15 165
Dette subordonnée	8 610	24 210	311 238	—	344 058
Autres passifs	168 734	6 050	23 174	—	197 958
Total des passifs	270 383	227 585	811 373	17 498 719	18 808 060
Engagements de location simple	2 662	6 476	—	—	9 138
Total	273 045 \$	234 061 \$	811 373 \$	17 498 719 \$	18 817 198 \$

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

	Au 31 décembre 2014				Total
	1 an ou moins	1 à 5 ans	5 à 10 ans	Plus de 10 ans	
Passifs des contrats d'assurance	150 297 \$	186 989 \$	418 045 \$	15 967 863 \$	16 723 194 \$
Passifs des contrats de placement	1 983	6 739	3 964	3 189	15 875
Dette subordonnée	8 610	30 094	320 039	—	358 743
Autres passifs	164 583	6 461	17 560	—	188 604
Total des passifs	325 473	230 283	759 608	15 971 052	17 286 416
Engagements de location simple	2 466	7 322	679	—	10 467
Total	327 939 \$	237 605 \$	760 287 \$	15 971 052 \$	17 296 883 \$

Le comité de gestion des actifs, qui se réunit régulièrement, surveille l'appariement des placements de la société par rapport à ses passifs dans les divers segments de ses activités. Le processus d'appariement est conçu pour exiger que l'échéancier et le montant des actifs soutenant les passifs des contrats correspondent de très près à ceux des obligations liées aux polices, et pour prévoir le montant approprié de liquidités à maintenir afin de répondre aux obligations financières à mesure qu'elles deviennent exigibles. La société maintient une portion de ses placements en trésorerie et équivalents de trésorerie et en placements à court terme afin de répondre à ses besoins de financement à court terme. Au 31 décembre 2015, 3,4 % (4,0 % en 2014) de la trésorerie et des placements étaient détenus sous forme de placements à plus court terme.

(c) Risque de crédit

Le risque de crédit renvoie à la possibilité de perdre des sommes dues par des contreparties financières, comme les débiteurs, les réassureurs et les autres institutions financières, ou reliées à des émetteurs de titres détenus dans un portefeuille d'actifs. La société est sujette à un risque de crédit qui découle des débiteurs ou de contreparties qui ne sont pas en mesure de respecter leurs obligations en vertu d'un emprunt ou d'un dérivé. Le risque de crédit découle principalement de placements dans des obligations, des débentures, des actions privilégiées, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des prêts hypothécaires, ainsi que des traités de réassurance conclus avec les réassureurs.

La société gère ce risque en appliquant ses lignes directrices relatives aux placements et sa politique de gestion du risque de conception des produits et d'établissement des prix établis par le comité des placements et le comité de gestion du risque et du capital du conseil d'administration respectivement. Les lignes directrices relatives aux placements déterminent les cotes de crédit minimales pour les émetteurs d'obligations, de débentures et d'actions privilégiées, de même que les limites de concentration par émetteur de tels titres de créance. La direction et les comités du conseil d'administration examinent la qualité du crédit relativement aux acquisitions de placements et surveillent en outre la qualité du crédit des actifs investis au fil du temps. La direction fait régulièrement rapport au comité des placements du conseil d'administration à l'égard du risque de crédit auquel le portefeuille est exposé. La politique de gestion du risque de réassurance (de même que les documents justificatifs de la politique de gestion du risque de conception des produits et d'établissement des prix) établit les objectifs et les limites de la réassurance et requiert une évaluation continue de la santé financière des réassureurs. La société conclut des ententes de réassurance seulement avec des réassureurs dont la cote de crédit est de « A- » ou mieux.

L'analyse du risque de crédit tient compte des écarts de crédit. Du point de vue des placements, la société agit selon deux principes lorsqu'elle a recours au crédit. Elle recherche d'abord des placements pour lesquels il y a une probabilité élevée d'obtenir un rendement sur le principal et vise ensuite les placements offrant un taux de rendement acceptable. La société cherche à atteindre un équilibre entre le risque et le rendement qui correspond à ses objectifs et à sa philosophie en matière de risque. Dans le calcul des passifs des contrats d'assurance, les écarts de crédit et la variation des écarts de crédit se reflètent dans l'hypothèse de taux d'intérêt.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Les actifs suivants de la société sont exposés au risque de crédit :

Aux 31 décembre	2015	2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	199 770 \$	239 102 \$
Placements à court terme	33 652	26 892
Obligations	5 193 439	4 958 086
Actions privilégiées	194 680	196 179
Actifs dérivés	14 649	3 375
Prêts hypothécaires	289 221	323 117
Réassurance	94 922	99 707
Avances sur polices	46 925	46 434
Prêts sur polices	84 921	86 698
Revenu de placement	26 023	25 048
Primes d'assurance à recevoir	47 909	41 743
Créances clients	20 803	13 294
Total	6 246 914 \$	6 059 675 \$

Les prêts hypothécaires, les avances sur polices et les prêts sur polices sont garantis en totalité ou en partie.

La société a constitué une provision à ses états consolidés de la situation financière pour les pertes de crédit. Cette provision est constituée en partie d'une réduction de valeur des actifs (voir la note 3 b)) et en partie d'une provision liée aux passifs des contrats (voir la note 10 c)).

Concentration du risque de crédit

(1) Obligations et débetures

La concentration du portefeuille d'obligations de la société par cote de solvabilité est la suivante :

Aux 31 décembre	2015		2014	
	Juste valeur	% de la juste valeur	Juste valeur	% de la juste valeur
AAA	308 435 \$	6 %	269 223 \$	5 %
AA	524 546	10 %	1 395 341	28 %
A	3 628 158	70 %	2 578 045	53 %
BBB	731 738	14 %	714 717	14 %
BB (et notes inférieures)	562	— %	760	— %
Total	5 193 439 \$	100 %	4 958 086 \$	100 %

Les notes de crédit sont généralement obtenues de Standard & Poor's (S&P) et de Dominion Bond Rating Service (DBRS). Advenant une note fractionnée, la note la plus basse est utilisée. Les émissions qui ne sont pas notées par une agence de notation reconnue (c.-à-d. S&P, DBRS, Moody's) sont notées à l'interne par la division des placements. L'évaluation de la note interne est documentée, avec des références à des placements comparables appropriés notés par des agences de notation reconnues et/ou selon une méthodologie utilisée par les agences de notation reconnues.

Les obligations provinciales représentent la concentration la plus importante dans les portefeuilles d'obligations :

Aux 31 décembre	2015	2014
Obligations provinciales	2 845 599 \$	2 630 620 \$
Pourcentage du total des obligations en portefeuille	55,0 %	53,0 %

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Le tableau ci-dessous dresse le profil du portefeuille d'obligations par échéance contractuelle, selon la date d'échéance contractuelle la plus rapprochée :

Aux 31 décembre	2015		2014	
	Juste valeur	% de la juste valeur	Juste valeur	% de la juste valeur
1 an ou moins	66 769 \$	1 %	106 297 \$	2 %
1 à 5 ans	560 124	11 %	671 657	14 %
5 à 10 ans	571 599	11 %	489 124	10 %
Plus de 10 ans	3 994 947	77 %	3 691 008	74 %
Total	5 193 439 \$	100 %	4 958 086 \$	100 %

Le tableau ci-dessous indique les placements en titres à revenu fixe des 10 émetteurs (hormis le gouvernement fédéral) auxquels la société présentait la plus grande exposition, ainsi que la principale exposition à un seul émetteur d'obligations de sociétés.

Aux 31 décembre	2015	2014
Titres à revenu fixe* des 10 émetteurs (hormis le gouvernement fédéral) auxquels la société présentait la plus grande exposition	3 480 719 \$	3 242 685 \$
Pourcentage du total de la trésorerie et des placements	50,8 %	48,6 %
Exposition au principal émetteur d'obligations de sociétés	151 859 \$	131 066 \$
Pourcentage du total de la trésorerie et des placements	2,2 %	2,0 %

* Les titres à revenu fixe comprennent les obligations, les débiteures, les actions privilégiées et les placements à court terme.

(2) Actions privilégiées

Tous les placements en actions privilégiées de la société sont émis par des sociétés canadiennes. Parmi ces placements, 4 % (10 % en 2014) sont notés P1 et 96 % (90 % en 2014) sont notés P2.

(3) Prêts hypothécaires

Les prêts hypothécaires dans la province de l'Ontario représentent la concentration la plus importante avec 288 622 \$ ou 99 % (320 262 \$ ou 99 % en 2014) du portefeuille total des prêts hypothécaires.

(d) Risque d'assurance

La société offre un large éventail de produits d'assurance vie et maladie, de gestion de patrimoine, de régimes d'assurance collective et de services financiers regroupés par secteur d'activité comme suit :

(en millions de dollars)	Gestion de patrimoine		Assurance collective		Assurance individuelle		Capital et excédent		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Pour les exercices clos les 31 décembre	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Produit net des primes	144 \$	186 \$	325 \$	319 \$	366 \$	362 \$	— \$	— \$	835 \$	867 \$
Produit tiré des frais et autres	206	178	9	9	2	1	—	—	217	188
Total	350 \$	364 \$	334 \$	328 \$	368 \$	363 \$	— \$	— \$	1 052 \$	1 055 \$

Le risque d'assurance est le risque que les résultats techniques enregistrés pour les demandes de règlement, les prestations, les charges, le coût des options intégrées aux produits et le coût des garanties associées aux risques d'assurance ne correspondent pas aux estimations. La société est exposée à divers risques d'assurance en raison de la nature de ses activités, y compris : les risques liés à la mortalité, au comportement des titulaires de polices (résiliation ou déchéance), aux charges, à la

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

morbidité, à la longévité, à la conception et à l'établissement des prix des produits, à la souscription, aux demandes et à la réassurance.

La société évalue régulièrement son exposition aux risques prévisibles en procédant à des tests de tension, incluant un examen dynamique des critères en matière de suffisance du capital.

Le risque principal auquel la société est exposée en vertu des contrats d'assurance est le risque que les résultats techniques enregistrés pour les déchéances, les règlements et les charges opérationnelles ne correspondent pas aux estimations. Dans la mesure où les résultats techniques sont plus favorables que ceux présumés dans l'évaluation, la société dégage un produit financier. Si les résultats techniques sont moins favorables, la société enregistre une perte. Par conséquent, l'objectif de la société est d'établir des passifs d'assurance adéquats pour couvrir ces obligations, avec une certitude raisonnable.

Pour calculer les passifs d'assurance et les montants recouvrables de la réassurance qui y sont liés, la société établit, pour la durée restante des contrats, les hypothèses les plus probables. Les hypothèses utilisées sont basées sur les résultats techniques antérieurs, les données internes courantes, les indices boursiers externes et les indices de référence qui reflètent les tendances de marché courantes observables ainsi que d'autres données publiées. Ces hypothèses concernent la mortalité, la morbidité, la longévité, les déchéances, les charges, l'inflation et les impôts. En raison des risques à long terme et de l'incertitude liée à la mesure inhérents à l'assurance vie, le calcul des passifs des contrats comprend, séparément pour chaque variable, une marge pour tenir compte des écarts défavorables par rapport aux meilleures estimations. Ces marges visent à tenir compte de toute détérioration possible des résultats techniques et à fournir une certitude supplémentaire selon laquelle les passifs des contrats sont suffisants pour couvrir les prestations à venir. L'incidence de ces marges est d'accroître les passifs des contrats par rapport aux hypothèses basées sur les meilleures estimations.

Les marges en cas d'écarts défavorables utilisées par la société sont à l'intérieur de la fourchette cible établie par l'ICA. Une marge supérieure correspondante est incluse dans les passifs d'assurance, si une hypothèse est susceptible de changer ou s'il y a davantage d'incertitude au sujet de l'hypothèse basée sur la meilleure estimation. La société revoit chaque marge sur une base annuelle pour s'assurer qu'elle demeure appropriée.

Les hypothèses relatives aux passifs des contrats sont examinées et mises à jour au moins une fois l'an par l'actuaire désigné de la société. L'incidence des changements dans ces hypothèses se reflète dans les bénéfices de l'exercice au cours duquel s'est produit le changement. Les détails sur les changements dans les hypothèses sont également discutés avec les membres du comité d'audit du conseil d'administration. Les méthodes utilisées pour déterminer les principales hypothèses sont décrites ci-dessous. Des mesures sont également incluses afin de déterminer la sensibilité du résultat net de la société à la variation des hypothèses fondées sur les meilleures estimations pour les passifs des contrats d'assurance sans participation, selon le point de départ et la composition des affaires au 31 décembre 2015. Pour les contrats avec participation, il est présumé que des variations se produiront dans les barèmes de participation des titulaires de polices en fonction de la variation des hypothèses fondées sur les meilleures estimations, et que, par conséquent, la variation nette des passifs d'assurance avec participation sera négligeable.

(1) Mortalité

La société mène chaque année une étude de ses propres résultats techniques au chapitre de la mortalité. Les hypothèses d'évaluation de la mortalité proviennent d'une combinaison de ces résultats techniques et des résultats techniques récents du secteur publiés par l'ICA. Une hausse du taux de mortalité entraînera un plus grand nombre de demandes de règlement (et les demandes pourraient avoir lieu plus rapidement que prévu), ce qui, pour l'assurance vie, augmentera les dépenses et réduira le bénéfice attribuable aux actionnaires.

Pour les contrats d'assurance sans participation, une augmentation de 2 % par rapport aux hypothèses de mortalité fondées sur les meilleures estimations entraînerait une augmentation des passifs des contrats, ce qui diminuerait le résultat net d'environ 11 900 \$ (11 800 \$ en 2014).

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

Pour les rentes, une baisse de la mortalité (ou longévité) est défavorable financièrement. Par conséquent, une baisse de 2 % par rapport aux hypothèses de mortalité fondées sur les meilleures estimations entraînerait une augmentation des passifs des contrats, ce qui diminuerait le résultat net d'environ 4 500 \$ (4 100 \$ en 2014).

(2) Comportement des titulaires de polices (résiliation ou déchéance)

Les hypothèses liées aux résiliations de police (déchéances) et aux rachats sont fondées sur la combinaison d'une étude interne sur les résiliations (effectuée sur une base annuelle) et des résultats techniques récents du secteur publiés par l'ICA. Des hypothèses distinctes de résiliation sont utilisées pour les affaires qui comportent une valeur en espèces permanente, l'assurance temporaire renouvelable, l'assurance temporaire à 100 ans et l'assurance vie universelle. Dans l'établissement des taux de résiliation pour l'assurance temporaire renouvelable, il est présumé que des déchéances supplémentaires auront lieu à chaque point de renouvellement et que les titulaires de polices qui sont en bonne santé auront alors davantage tendance à laisser leurs polices tomber en déchéance que ceux qui ne sont plus assurables.

Il se peut que les frais d'acquisition ne soient pas recouverts en totalité si le taux de déchéance, tôt dans la durée de vie d'une police, excède le taux de déchéance des hypothèses actuarielles. Une hausse du taux de résiliation tôt durant la vie d'une police a tendance à réduire le résultat attribuable aux actionnaires. Une hausse du taux de résiliation plus tard durant la vie d'une police tend à accroître le résultat attribuable aux actionnaires si le produit tient compte des déchéances, comme l'assurance temporaire à 100 ans, mais à réduire le résultat attribuable aux actionnaires pour les autres types de polices.

Pour les affaires d'assurance sans participation et de rentes, une variation défavorable de 10 % par rapport aux hypothèses liées aux déchéances augmenterait les passifs des contrats, et, par conséquent, réduirait le résultat net d'environ 113 500 \$ (113 100 \$ en 2014). En ce qui concerne les produits pour lesquels un taux de résiliation inférieur serait désavantageux financièrement pour la société, la variation est prise en compte sous forme d'une révision à la baisse de l'hypothèse liée aux déchéances. D'autre part, en ce qui concerne les produits pour lesquels un taux de résiliation supérieur serait désavantageux financièrement pour la société, la variation est prise en compte sous forme d'une révision à la hausse de l'hypothèse liée aux déchéances.

(3) Charges

Les passifs des polices tiennent compte des charges futures liées à l'administration des polices en vigueur, aux commissions de renouvellement, aux frais généraux et aux impôts. Les charges liées à l'acquisition et à l'émission de polices sont expressément exclues. L'hypothèse des charges futures comprend une hypothèse relative à l'inflation et est fondée sur des études internes de coût.

Une hausse du niveau des charges pourrait entraîner une hausse des dépenses, ce qui réduirait le résultat attribuable aux actionnaires.

Pour les affaires d'assurance sans participation et de rentes combinées, une hausse de 5 % des charges de maintenance entraînerait une augmentation des passifs des polices, ce qui diminuerait le résultat net d'environ 5 500 \$ (5 800 \$ en 2014).

(4) Morbidité

La société mène chaque année une étude de ses propres résultats techniques au chapitre de la morbidité calculés en fonction des taux d'accidents ou de maladies et des taux de rétablissement à la suite d'un accident ou d'une maladie. Les hypothèses d'évaluation proviennent d'une combinaison de résultats techniques internes et des résultats techniques récents du secteur publiés par l'ICA.

Pour les affaires individuelles d'assurance maladies graves, les taux d'incidence (ou taux d'accidents ou de maladies) constituent l'hypothèse principale relativement à la morbidité. L'augmentation des taux d'incidence entraîne une hausse du nombre de demandes de règlement, ce qui augmente les dépenses

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

et diminue le résultat attribuable aux actionnaires. Pour les affaires d'assurance invalidité de longue durée des régimes d'assurance collective, les taux de cessation (ou taux de rétablissement) constituent l'hypothèse principale relativement à la morbidité. Une baisse des taux de cessation signifie que les demandes de règlement se poursuivent sur une plus longue période, ce qui augmente les dépenses.

Pour les affaires d'assurance sans participation pour lesquelles la morbidité représente une hypothèse importante, une variation défavorable de 5 % par rapport aux hypothèses entraînerait une hausse des passifs des polices, ce qui réduirait le résultat net d'environ 6 300 \$ (6 500 \$ en 2014).

(5) Risque de conception des produits et d'établissement des prix

La société est exposée au risque de pertes financières qui découle de la pratique en matière d'assurances selon laquelle les coûts et les passifs pris en charge relativement à un produit excèdent les attentes reflétées dans l'établissement du prix de ce produit. Ce risque peut être causé par une évaluation inadéquate des besoins du marché, une mauvaise estimation des résultats techniques futurs de plusieurs facteurs, tels que la mortalité, la morbidité, les déchéances, les rendements futurs sur les placements, les charges et l'impôt, de même que la mise en marché de nouveaux produits qui pourraient influencer de façon négative le comportement futur des titulaires de polices.

Pour certains types de polices, la totalité ou une partie de ce risque peut être partagée avec le titulaire de police ou transférée à celui-ci par l'entremise de participations et de rabais dans la tarification selon les résultats, ou par le fait que la société peut ajuster les primes ou les prestations futures si les résultats techniques s'avèrent différents des prévisions. Pour les autres types de polices, la société assume la totalité du risque, et doit par conséquent effectuer une évaluation complète des engagements à cet égard.

La société gère le risque de conception des produits et d'établissement des prix grâce à une gamme de programmes et de contrôles mis en place à l'échelle de la société décrits ci-dessous. La société a établi les passifs des contrats conformément aux normes de l'ICA. Des études portant sur les résultats techniques (tant au niveau de la société que du secteur) sont prises en considération dans les processus continus d'évaluation, de renouvellement et des nouvelles affaires afin que les passifs des contrats, de même que la conception des produits et l'établissement des prix tiennent compte des nouveaux résultats. La société a créé un processus de gestion active du capital qui comprend une politique de gestion du capital et des niveaux de gestion du capital qui excèdent les critères minimaux des autorités de réglementation. Tel qu'il est prescrit par les autorités de réglementation, l'actuaire désigné procède à un examen dynamique des critères en matière de suffisance du capital et produit un rapport annuel sur la situation financière de la société à l'intention du comité d'audit, rapport qui souligne l'incidence de résultats techniques futurs négatifs sur les niveaux de capital. La société a également élaboré une politique de conception politique de gestion des risques liés à la conception des produits et à l'établissement des prix pour chacun de ses principaux secteurs d'activité. Cette politique, établie par la direction et approuvée par le comité de gestion du risque et du capital du conseil d'administration, définit la philosophie de la société à l'égard de la gestion du risque de conception des produits et d'établissement des prix. La politique définit les autorités responsables d'approuver la conception des produits et l'établissement des prix, les limites de concentration d'un produit, de même que les processus de surveillance et les contrôles du développement des produits nécessaires.

(6) Risque en matière de règlements et d'appréciation des risques

La société est exposée au risque de pertes financières résultant de la sélection et de l'appréciation des risques à assurer et des décisions et des règlements en matière de demandes de règlement. Plusieurs des produits d'assurance individuelle et d'assurance invalidité collective de la société offrent des prestations durant toute la vie du titulaire de police. Les antécédents de règlements réels peuvent différer des hypothèses de mortalité et de morbidité qui ont servi au calcul des primes d'un produit. Des événements catastrophiques comme des tremblements de terre, des actes terroristes ou une pandémie de grippe au Canada pourraient avoir des effets défavorables sur les résultats en matière de règlements.

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

En plus des contrôles de gestion du risque mentionnés ci-dessus sous Risque de conception des produits et d'établissement des prix, la société gère également le risque en matière de règlements et d'appréciation des risques au moyen de sa politique de tarification et de gestion du risque des passifs pour chacun de ses grands secteurs d'activité. Cette politique est établie par la direction et approuvée par le comité de gestion du risque et du capital du conseil d'administration. Ensemble, ces politiques définissent la philosophie de gestion du risque et de tarification de la société. Ces politiques établissent également, par secteur d'activité, les tolérances au risque d'assurance, les critères de tarification, les limites de concentration de la tarification et des passifs, les exigences relatives à l'approbation des demandes de règlement, les processus et les contrôles de tarification et de règlement, les autorités responsables des approbations et les limites à cet égard, ainsi que les exigences de surveillance continue du risque. La société a recours à la réassurance pour atténuer une exposition excessive à des résultats défavorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité. La direction étudie et établit les pleins de conservation pour les divers produits de ses secteurs d'activité et les modifications éventuelles sont soumises pour approbation au conseil d'administration.

(7) Risque de réassurance

La société est exposée au risque de pertes financières causées par une protection de réassurance inappropriée ou par le manquement d'un réassureur. Les montants de réassurance par vie varient selon le type de protection et le produit. La société maintient également un programme de réassurance en cas de catastrophe, qui lui fournit une protection advenant que de nombreux assurés décèdent dans un même accident ou évènement catastrophique. Bien que la société ait recours à la réassurance pour atténuer un risque excessif créé par des résultats défavorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité, la réassurance ne la libère pas de ses obligations premières envers les titulaires de polices et elle est exposée au risque de crédit lié aux montants cédés aux réassureurs. L'offre et le coût de la réassurance sont assujettis aux conditions courantes du marché de la réassurance, tant en termes de prix que d'offre, ce qui peut également modifier les résultats.

La politique de gestion du risque de réassurance établit les objectifs et les limites de la réassurance et requiert une évaluation continue de la santé financière des réassureurs. Comme la réassurance ne libère pas un assureur de son obligation première envers les titulaires de polices, l'utilisation d'un processus de surveillance continue est essentielle. La direction produit un rapport annuel sur les activités de réassurance au comité de gestion du risque et du capital du conseil d'administration. La majeure partie de la réassurance en ce qui concerne l'assurance vie individuelle (sauf pour les produits temporaires renouvelables) se fait sur la base de l'excédent (avec un plein de conservation de 500 \$), ce qui signifie que la société conserve 100 % du risque jusqu'à concurrence d'un capital assuré de 500 \$. Toutefois, pour ses produits temporaires renouvelables, tous les montants qui excèdent 100 \$ sont réassurés à 80 %, ce qui signifie que la société ne conserve que 20 % du risque pour les protections de plus de 100 \$, jusqu'à une conservation maximale de 500 \$. De plus, la société conserve également un maximum de 100 \$ pour les polices individuelles d'assurance décès accidentel. Les pleins de conservation sont moins élevés pour les affaires collectives, mais s'ajoutent à ceux notés pour les affaires individuelles. La société réassure une partie de son exposition aux prestations garanties au décès sur ses fonds distincts. Toutes les polices de fonds distincts de l'Empire Vie dont les prestations garanties au décès correspondent à 2 millions de dollars ou plus sont couvertes par ce traité de réassurance.

En raison de cette stratégie de réassurance, la société se sert de niveaux de réassurance inférieurs à la moyenne par rapport à ses concurrents canadiens, ce qui a un effet défavorable sur les résultats à court terme compte tenu du poids supplémentaire des nouvelles affaires. La société ne dispose pas d'affaires de réassurance présumée.

29. Évènement postérieur à la clôture - Placement d'actions privilégiées

Le 28 janvier 2016, la société a annoncé un appel public à l'épargne canadien visant des actions privilégiées à dividende non cumulatif et à taux rajusté. Le placement a pris fin le 16 février 2016. L'Empire Vie a accordé aux preneurs fermes une option d'achat d'actions privilégiées additionnelles pour une valeur d'au plus 19,5 millions de

NOTES ANNEXES

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données par action, les autres mentions ainsi que les actions autorisées et en circulation)

dollars et pouvant être exercée en tout temps au cours de la période de 30 jours à compter de la date de clôture du placement.

Les porteurs d'actions privilégiées auront le droit de recevoir trimestriellement un taux de dividende non cumulatif fixe de 5,75 % sur une base annuelle, lorsque le conseil d'administration de l'Empire Vie jugera la situation et le moments appropriés, pour la période initiale close le 17 avril 2021 inclusivement. Par la suite, le taux de dividende sera rajusté tous les cinq ans au taux correspondant au taux de rendement des obligations du Canada sur 5 ans, majoré de 4,99 %.